



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK

RESULTATS JUIN 2015

BMCE BANK

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE BMCE BANK EN NORMES IAS/IFRS ET NOTES ANNEXES

30 Juin 2015



Créée en 1959 et privatisée en 1995, BMCE Bank est une banque universelle qui offre une palette de produits et services diversifiés à travers un réseau national de près de 671 agences. BMCE Bank, troisième banque au Maroc en termes de parts de marché dépôts et crédits, est présente aujourd'hui dans une trentaine de pays en Afrique subsaharienne, en Europe, en Asie et en Amérique du Nord.

Les activités du Groupe BMCE Bank s'articulent principalement autour des activités de banque commerciale, des services financiers spécialisés, des activités de gestion d'actifs et autres activités de banque d'affaires de même que sur les activités à l'international.

BMCE Bank au Maroc

Les activités du Groupe BMCE Bank au Maroc intègrent :

- La Banque des Particuliers & Professionnels qui figure un pool de compétences Marketing, spécialisé par marché - particuliers, professionnels, clientèle privée, migrants.
- La Banque de l'Entreprise fédère les PME et les Grandes Entreprises

Il est à préciser que BMCE Bank s'est engagée dans un programme de régionalisation visant le rapprochement du centre de décision du client et l'amélioration de l'efficacité commerciale de la Banque. Ainsi, le réseau de distribution de la Banque est désormais organisé par région, fédérant deux filiales, à savoir les Particuliers/Professionnels et les Entreprises et disposant d'une large autonomie.

- La Banque d'Affaires, BMCE Capital, est organisée en plusieurs lignes métiers intégrées, à savoir la gestion d'actifs et de patrimoine, l'intermédiation boursière, les activités de marchés ainsi que le conseil et l'ingénierie financière.

- Les Services Financiers Spécialisés dans le but de promouvoir les synergies commerciales et fonctionnelles intra-groupe, les produits des filiales ayant vocation à être, pour l'essentiel, commercialisés à travers le Réseau : le crédit à la consommation, le leasing, la bancassurance, le factoring, la location longue durée. Une filiale en charge du recouvrement, RM Experts, a été instituée en 2010.

BMCE Bank à l'international

La dimension internationale de BMCE Bank trouve son origine dans la vocation historique tournée vers le commerce extérieur. La Banque s'est très tôt ouverte sur le marché international avec une présence renforcée en Europe. En effet, elle a été la première banque marocaine à ouvrir une Agence à Paris en 1972. Les activités européennes du Groupe sont dirigées par BMCE Bank International Holding (B.I.H) à Londres, Paris et Madrid, constituant la plate-forme du Groupe en Europe au service des investissements en Afrique.

En outre, la Banque dispose d'une vingtaine de bureaux de représentation dédiés notamment à l'activité des Marocains Résidant à l'Étranger. A cet effet, la Banque a récemment créé BMCE Euroservices, une entité en charge de cette activité en synergie avec le Réseau Maroc et ce, dans le cadre de la réorganisation de la plateforme Europe.

BMCE Bank s'est également orientée vers le marché Africain dès la fin des années 80, suite à la contribution au redressement de la Banque de Développement du Mali, la première banque du pays, détenue à hauteur de 32,4%.

Pareillement, au Congo Brazzaville, BMCE Bank a pris, en 2003, une participation de 25% dans La Congolaise de Banque qu'elle a restructurée et positionnée en leader incontesté dans son secteur.

Le développement de BMCE Bank s'est accéléré en 2007, suite à l'acquisition d'une participation de 25% dans le capital du Groupe Bank of Africa présent dans une quinzaine de pays. Cette participation est ramenée aujourd'hui à près de 73,7% du Groupe bancaire panafricain.

Dans le cadre de la consolidation de ses structures en termes de gouvernance, la Banque a lancé depuis fin juin 2012 un projet de renforcement du dispositif global de maîtrise des risques et de contrôle interne. Au terme de ce projet, le Groupe BMCE Bank sera doté d'une nouvelle organisation d'ensemble inspirée des Groupes Bancaires internationaux et d'une gouvernance du Pôle Risques Groupe renforcée.

Sommaire

I. BILAN CONSOLIDÉ, COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ, ETAT DU RESULTAT NET, VARIATION DES CAPITAUX PROPRES ET TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE ET RESUME DES NORMES COMPTABLES

- 1.1. Bilan Consolidé
- 1.2. Compte de Résultat Consolidé
- 1.3. État du Résultat Net et des Gains et Pertes Comptabilisés Directement en Capitaux Propres
- 1.4. Variation des Capitaux Propres
- 1.5. Tableaux des Flux de Trésorerie au 30 juin 2015
- 1.6. Résumé des Principes Comptables Appliqués par le Groupe

II. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2015

- 2.1. Marge d'Intérêts
- 2.2. Commissions Nettes
- 2.3. Gains Nets sur Instruments Financiers Evalués en Valeur de Marché par Résultat
- 2.4. Gains Nets sur Actifs Financiers Disponibles à la Vente
- 2.5. Produits et Charges des Autres activités
- 2.6. Coût du Risque
- 2.7. Gains et Pertes Nets sur les Autres Actifs
- 2.8. Impôt sur les Bénéfices

III. INFORMATIONS SECTORIELLES

- 3.1. Résultat par Secteur Opérationnel
- 3.2. Actifs et Passifs par Secteur Opérationnel
- 3.3. Ventilation des Prêts et Créances

IV. NOTES RELATIVES AU BILAN

- 4.1. Actifs et Passifs Financiers à la Juste Valeur par Résultat
- 4.2. Actifs Financiers Disponible à la Vente
- 4.3. Opérations Interbancaires, Créances et Dettes sur Etablissements de Crédit
- 4.4. Prêts, Créances et Dettes sur la Clientèle
- 4.5. Dettes Représentées par un Titre et Dettes Subordonnées et Fonds Spéciaux de Garantie
- 4.6. Actifs Financiers Détenus Jusqu'à L'échéance
- 4.7. Impôts Courants et Différés
- 4.8. Comptes de Régularisation, Actifs et Passifs Divers
- 4.9. Participations dans les Sociétés Mises en Equivalence
- 4.10. Immobilisations de Placement et d'Exploitation
- 4.11. Ecarts d'Acquisition
- 4.12. Provision pour Risques et Charges

V / ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

- 5.1. Engagements de Financement
- 5.2. Engagements de Garantie

VI / REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL

- 6.1. Descriptif de la Méthode d'Evaluation
- 6.2. Synthèse des Provisions et Description des Régimes Existants

VII / INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- 7.1. Évolution du Capital et Résultat par Action
- 7.2. Périmètre de Consolidation
- 7.4. Relations avec les Autres Parties Liées

VIII / NOTE SUR LES RISQUES

- 8.1. Dispositif de Gestion des Risques
- 8.2. Risque de Crédit
- 8.3. Dispositif de Notation
- 8.4. Expositions au Risque de Crédit
- 8.5. Dispositif de Contrôle et de Surveillance des Risques de Crédit
- 8.6. Descriptif du Dispositif de Gestion des Risques de Liquidité et de Taux d'Intérêt
- 8.7. Risque de Marché
- 8.8. Risque Opérationnel



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc



11, Avenue Bir Kacem Souissi
Rabat

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2015

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur et ses filiales (Groupe BMCE Bank) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2015. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 20.770.929, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 1.425.003.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE Bank arrêtés au 30 juin 2015, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 18 septembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
47, Rue Allal Ben Abdellah - Casablanca
Tél : 05 22 54 46 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Rachid BOUMBHAZ
Associé

KPMG
S. K. P. M. G.
11 Avenue Bir Kacem Souissi - Rabat
Téléphone : 05 37 63 37 02 (à 06)
Téléfax : 05 37 63 37 11
Associé : 212 53 37 63 37 11

Jamal SAAD EL IDRISSE
Associé



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

I. BILAN CONSOLIDÉ, COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ, ETAT DU RESULTAT NET, VARIATION DES CAPITAUX PROPRES ET TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE ET RESUME DES NORMES COMPTABLES

1.1. BILAN CONSOLIDÉ

Les états financiers consolidés au 30 juin 2015 ont été approuvés par le Conseil d'Administration tenu en date du 18 septembre 2015.

BILAN				
ACTIF	NOTES	juin-15	déc-14	
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		10 062 952	9 966 747	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1	26 179 826	28 609 790	
Instruments dérivés de couverture		15 141	-	
Actifs financiers disponibles à la vente	4.2	5 415 360	4 891 427	
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	4.3	19 080 727	16 072 610	
Prêts et créances sur la clientèle	4.4	162 068 234	155 152 943	
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-	
Placements détenus jusqu'à leur échéance	4.6	21 924 999	18 153 337	
Actifs d'impôt exigible	4.7	268 821	199 008	
Actifs d'impôt différé	4.7	385 660	445 733	
Comptes de régularisation et autres actifs	4.8	5 047 389	4 978 851	
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-	
Participations dans des entreprises mises en équivalence	4.9	543 804	513 766	
Immeubles de placement	4.10	1 977 986	835 047	
Immobilisations corporelles	4.10	5 968 332	5 847 075	
Immobilisations incorporelles	4.10	725 676	744 273	
Ecarts d'acquisition	4.11	832 469	832 470	
TOTAL ACTIF		260 497 376	247 243 077	(en milliers de DH)
PASSIF				
	NOTES	juin-15	déc-14	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1	3 002 478	2 745 648	
Instruments dérivés de couverture		-	2 018	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4.3	35 385 984	33 142 978	
Dettes envers la clientèle	4.4	171 030 791	161 268 876	
Titres de créance émis	4.5	12 547 061	13 170 353	
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-	
Passifs d'impôt courant	4.7	356 706	55 341	
Passifs d'impôt différé	4.7	1 064 839	1 099 810	
Comptes de régularisation et autres passifs	4.8	7 186 029	7 636 569	
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-	
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-	
Provisions pour risques et charges	4.12	538 931	523 011	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		-	-	
Dettes subordonnées	4.5	8 613 628	6 795 304	
TOTAL DETTES		239 726 447	226 439 908	
<i>Capital et réserves liées</i>		<i>12 905 317</i>	<i>12 488 381</i>	
<i>Réserves consolidées</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	
- Part du Groupe		2 024 756	1 481 861	
- Part des minoritaires		4 266 575	4 000 114	
<i>Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe</i>		<i>153 574</i>	<i>149 436</i>	
<i>Gains ou pertes latents ou différés, part des minoritaires</i>		<i>-4 296</i>	<i>-8 802</i>	
<i>Résultat net de l'exercice</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	
- Part du Groupe		1 064 481	1 943 864	
- Part des minoritaires		360 522	748 315	
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS		20 770 929	20 803 169	
TOTAL PASSIF		260 497 376	247 243 077	(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

1.2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	NOTES	juin-15	juin-14
Intérêts et produits assimilés		6 565 347	6 129 293
Intérêts et charges assimilés		-2 447 521	-2 459 817
MARGE D'INTERÊTS	2.1	4 117 826	3 669 476
Commissions perçues		1 147 367	1 075 221
Commissions servies		-146 200	-162 350
MARGE SUR COMMISSIONS	2.2	1 001 167	912 871
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2.3	353 941	689 601
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	2.4	191 686	121 051
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHÉ		545 627	810 652
Produits des autres activités	2.5	450 931	413 327
Charges des autres activités	2.5	-192 046	-208 245
PRODUIT NET BANCAIRE		5 923 505	5 598 081
Charges générales d'exploitation		-2 921 842	-2 655 701
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-339 757	-314 833
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		2 661 906	2 627 547
Coût du risque	2.6	-806 776	-1 054 734
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 855 130	1 572 813
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		56 996	37 864
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2.7	-2 601	21 820
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RESULTAT AVANT IMPÔTS		1 909 525	1 632 497
Impôts sur les bénéfices	2.8	-484 522	-403 052
RESULTAT NET		1 425 003	1 229 445
Résultat hors Groupe		360 522	327 854
RESULTAT NET PART DU GROUPE		1 064 481	901 591
Résultat par Action (EN MAD)		5,9	5,0
Résultat dilué par Action (EN MAD)		5,9	5,0

(en milliers de DH)

1.3. ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	juin-15	déc-14
Résultat net	1 425 003	1 229 445
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	8 646	45 911
Écarts de conversion	5 442	5 640
Actifs financiers disponibles à la vente nets d'impôts	3 204	40 271
Écarts de réévaluation	3 204	40 271
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	0	0
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définis nets d'impôts	0	0
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	8 645	45 911
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 433 649	1 275 356
Part du groupe	1 068 620	940 094
Part des intérêts minoritaires	365 029	335 262

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

1.4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2015	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres ouverture 01.01.2015	1 794 634	10 693 747	0	3 425 707	149 436	16 063 524	4 739 627	20 803 152
Changement de méthodes comptables						0		0
Capitaux propres ouverture 01.01.2015	1 794 634	10 693 747	0	3 425 707	149 436	16 063 524	4 739 627	20 803 152
Opérations sur capital		416 936		-416 936		0		0
Paiements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			0			0		0
Dividendes				-786 992		-786 992	-459 570	-1 246 562
Résultat de l'exercice				1 064 481		1 064 481	360 522	1 425 003
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)						0		0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)					-1 303	-1 303	4 507	3 204
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)					5 442	5 442		5 442
IAS 19 R						0		0
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				0	4 139	4 139	4 507	8 646
Variation de périmètre				-4 044		-4 044	44 942	40 898
Divers				-192 978		-192 978	-67 227	-260 207
Capitaux propres clôture 30.06.2015	1 794 634	11 110 683	0	3 089 237	153 575	16 148 129	4 622 801	20 770 929

(en milliers de DH)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2014	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres ouverture 01.01.2014 corrigés	1 794 634	10 309 544	-35 727	2 722 605	107 914	14 898 970	4 244 486	19 143 458
Changement de méthodes comptables						0		0
Capitaux propres ouverture 01.01.2014 corrigés	1 794 634	10 309 544	-35 727	2 722 605	107 914	14 898 970	4 244 486	19 143 458
Opérations sur capital		390 778		-390 778		0		0
Paiements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			35 727			35 727		35 727
Dividendes				-719 206		-719 206	-358 892	-1 078 099
Résultat de l'exercice				901 591		901 591	327 854	1 229 445
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)						0		0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)					32 863	32 863	7 408	40 271
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)					5 640	5 640		5 640
Avantages au personnel IAS 19R						0		0
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				0	38 503	38 503	7 408	45 911
Variation de périmètre				-59 408		-59 408	21 540	-37 868
Divers				-93 519		-93 519	-19 084	-112 604
Capitaux propres clôture 30.06.2014	1 794 634	10 700 322	0	2 361 284	146 417	15 002 657	4 223 312	19 225 970

(en milliers de DH)



1.5. TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE

1.5.1. Tableau des flux de trésorerie

	juin-15	déc-14	juin-14
Résultat avant impôts	1 909 525	3 323 969	1 632 495
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 778 941	3 463 904	1 687 840
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	66 229	173 473	95 838
+/- Dotations nettes aux provisions	676 954	1 106 319	590 286
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-60 308	-65 808	-37 864
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-625 185	-1 346 058	-875 285
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-	-
+/- Autres mouvements	-674 859	58 543	-552 106
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	1 161 771	3 390 373	908 210
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-470 559	-2 073 872	-3 213 422
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 167 633	3 260 835	7 651 746
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-778 871	-6 036 643	-3 035 205
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-976 490	-4 488 481	-9 011 048
- Impôts versés	-219 781	-808 052	-438 629
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-1 278 069	-10 144 213	-8 046 558
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	1 793 228	-3 429 871	-5 505 852
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-523 933	-732 356	-256 811
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-1 170 218	-187	-61
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-367 137	-849 669	-325 639
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 061 288	-1 582 212	-582 511
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-709 243	-909 304	-1 081 305
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 544 448	1 844 774	1 462 825
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	835 206	935 470	381 520
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-13 250	-252 118	-34 801
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	553 894	-4 328 731	-5 741 645
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	11 215 740	15 544 470	15 544 470
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	9 966 853	11 870 837	11 870 838
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 248 886	3 673 632	3 673 632
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	11 769 634	11 215 740	9 802 825
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	10 062 952	9 966 853	9 729 986
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 706 682	1 248 887	72 839
Variation de la trésorerie nette	553 894	-4 328 731	-5 741 645

(en milliers de DH)

1.5.2. Tableau des flux de trésorerie par zone géographique au 30 juin 2015

	MAROC	EUROPE	AFRIQUE
Résultat avant impôts	1 103 837	103 230	702 458
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 608 006	4 637	166 298
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	0	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	66 229	0	0
+/- Dotations nettes aux provisions	363 866	-14 442	327 530
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-9 810	0	-50 498
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-494 260	2 829	-133 754
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	0	0	0
+/- Autres mouvements	-700 894	2 283	23 752
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	833 137	-4 693	333 327
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	419 408	-545 680	-344 287
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-1 032 401	42 329	2 157 705
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 306 986	-171 130	-1 914 727
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-623 480	-75 065	-277 945
- Impôts versés	-169 638	-20 000	-30 143
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-99 128	-769 544	-409 397
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	1 837 848	-671 007	626 387
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-352 267	-210 818	39 152
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-1 170 218	0	0
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-166 566	26 730	-227 301
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 689 051	-184 087	-188 150
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-427 077	0	-282 166
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 023 993	627 285	-106 830
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	596 916	627 286	-388 996
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	43	22 180	-35 473
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	745 756	-205 631	13 769
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	1 841 901	569 066	8 804 773
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 624 494	117 664	8 224 695
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	217 407	451 401	580 078
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 587 596	363 435	8 818 603
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 420 071	57 729	7 585 152
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	167 525	305 705	1 233 452
Variation de la trésorerie nette	745 756	-205 631	13 769

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

1.6. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.6.1. Normes comptables applicables

Le Groupe BMCE Bank a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1er janvier 2007.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe BMCE BANK ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (International accounting standards) 34 « information financière intermédiaire ». Ainsi les notes présentées en annexe des états financiers consolidés semestriels portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financières du Groupe au cours du premier semestre 2015.

Ces notes doivent être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2014 tels qu'ils figurent dans le Document de référence au titre de l'exercice 2014.

Par ailleurs, les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

1.6.2. Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le Groupe BMCE Bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0.5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0.5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0.5% des produits bancaires de l'entité mère ;
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 30 juin 2015, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes

comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition.

Ecart d'acquisition

À la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du groupe.

1.6.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

Les titres détenus par le Groupe peuvent être classés en trois catégories.

Actifs financiers à la valeur de marché par résultat

Cette catégorie regroupe les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur en date de clôture et portés au bilan dans la rubrique « actifs ou passifs à la juste valeur par résultat ». Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat de la période dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Il est à signaler que le Groupe n'a pas désigné dès l'origine des actifs et passifs financiers non dérivés à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat conformément à l'option offerte par l'IAS 39.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend les titres à revenu fixe ou déterminable, et assortis d'une maturité fixe, que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

Ils sont évalués après leur acquisition au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres ainsi que les frais d'acquisition des titres s'ils sont significatifs. Ils peuvent faire l'objet, le cas échéant, de dépréciations

en cas de défaillance de l'émetteur. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs. En date d'arrêt, ils sont évalués à leur valeur de marché et les variations de celle-ci, présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession des titres, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Il en est de même en cas de dépréciation.

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans l'agrégat « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

Dépréciations sur prêts et créances et sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, dépréciations sur engagements de financement et de garantie

A chaque date de clôture, le Groupe détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur valeur ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable.

Le Groupe apprécie en premier lieu si des indications objectives de dépréciation existent individuellement, pour des actifs individuellement significatifs, de même que individuellement ou collectivement, pour des actifs financiers qui ne sont pas individuellement significatifs.

Si le Groupe détermine qu'il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, il inclut cet actif dans un groupe d'actifs financiers représentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants :

- L'existence d'impayés ;
- La connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ;
- Les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...).

Le Groupe répartit le portefeuille des créances douteuses comme suit :

Créances individuellement significatives : Revue individuelle de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps. La dépréciation en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus actualisés.

Les créances non individuellement significatives : La population non couverte de manière individuelle fait l'objet d'une segmentation en classes homogènes de risque et fait l'objet d'un traitement suivant un modèle statistique, fondé sur des données historiques, des flux de recouvrement par année de déclassé approprié à chaque classe homogène des risques.

Les contreparties ne représentant pas des indicateurs de dépréciation

Ces créances font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondé sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté. Cette analyse permet d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille.

Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

L'exercice du jugement expérimenté des métiers ou de la Direction des Risques peut conduire le Groupe à constater des dépréciations collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels, le Groupe établit dans ce sens des watch list qui représentent la liste des comptes à risque.

Les dotations et reprises des dépréciations de valeur des actifs sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » tandis que la reprise dans le temps des effets de l'actualisation constitue la rémunération comptable des créances dépréciées et est enregistrée en intérêts et produits assimilés au compte de résultat.

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente

Les « Actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés d'instruments de capitaux propres, sont dépréciés par contrepartie du compte de résultat lorsqu'existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition.

Le Groupe a défini deux critères de dépréciation non cumulatifs pour les instruments de capitaux propres inscrits au niveau des actifs financiers disponibles à la vente, l'un fondé sur la baisse significative du cours du titre en considérant comme significative une baisse du cours supérieure à 40 % de la valeur d'acquisition, un autre fondé sur la baisse durable à travers l'observation d'une moins-value latente sur une année.

Pour les instruments cotés sur un marché actif, la dépréciation est déterminée sur la base du cours coté, pour les instruments non cotés sur la base de la valeur de modèle.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est enregistrée au sein du produit net bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. En outre, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation reconnue en résultat.



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

Pour les instruments de dettes, la dépréciation se fait de la même manière que les prêts et créances, soit une dépréciation sur base individuelle en cas d'indices de dépréciation durable et sur base collective en l'absence d'indices de dépréciation.

Compte tenu de la nature du portefeuille, le Groupe n'est pas concerné par la dépréciation des instruments de dette.

Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en produits en PNB.

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE Bank et BANK OF AFRICA ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE Bank SA et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Au 30 juin 2015, le Groupe ne détient pas d'actions propres.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêt, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

La couverture de valeur est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux d'intérêt des actifs et passifs à taux fixe, tant pour des instruments financiers identifiés (titres, émissions, prêts, emprunts) que des portefeuilles d'instruments financiers (dépôts à vue et crédits à taux fixe notamment).

h. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « actifs financiers disponibles à la vente ».

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

i. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

j. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

k. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe ne compense pas les actifs et passif financiers.

1.6.4. Immobilisations

a. Immobilisations Corporelles

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe BMCE Bank.

Matrice de décomposition retenue par BMCE Bank

	Immeubles : Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales	20	20%	20	15%
techniques				
Agencements	10	10%	10	20%

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le Groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.

1.6.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location.

1.6.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 30 juin 2015 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.6.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le Groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le Groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme

a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en Frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.6.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE Bank sont utilisés. La charge totale

du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

1.6.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Trois critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers ;
- probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation ;
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

1.6.10. Impôt exigible et différé

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des «actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales».

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui a moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plan des sociétés concernées.



1.6.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.6.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations (individuelles et collectives) opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

II. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2015

2.1. MARGE D'INTERETS

Le poste « Marge d'intérêts » comprend les produits (charges) d'intérêts nets liés aux opérations avec la clientèle, aux opérations interbancaires, aux titres de créance émis par le Groupe, au portefeuille de négoce (titres à revenu fixe, opérations de pension, opérations de prêts/emprunts et dettes représentées par un titre), aux actifs disponibles à la vente et aux actifs détenus jusqu'à l'échéance.

	juin-15			juin-14		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	4 901 712	1 502 637	3 399 075	4 784 035	1 406 087	3 377 948
Comptes et prêts/emprunts	4 565 335	1 464 909	3 100 426	4 457 097	1 370 360	3 086 737
Opérations de pensions		37 728	-37 728		35 727	-35 727
Opérations de location-financement	336 377		336 377	326 938		326 938
Opérations interbancaires	414 935	437 115	-22 179	383 633	525 443	-141 810
Comptes et prêts/emprunts	292 779	420 023	-127 244	261 668	488 145	-226 477
Opérations de pensions	122 157	17 092	105 065	121 965	37 298	84 667
Emprunts émis par le Groupe	0	0	0	0	0	0
Instruments de couverture de résultats futurs	0	0	0	0	0	0
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	0
Portefeuille de transactions	634 235	507 769	126 465	511 850	528 287	-16 437
Titres à revenu fixe	634 235	357 874	276 361	511 850	376 436	135 414
Opérations de pensions			0			0
Prêts/emprunts			0			0
Dettes représentées par un titre	0	149 896	-149 896	0	151 851	-151 851
Actifs disponibles à la vente			0			0
Actifs détenus jusqu'à échéance	614 465		614 465	449 775		449 775
TOTAL	6 565 347	2 447 521	4 117 826	6 129 293	2 459 817	3 669 476

(en milliers de DH)

2.2. COMMISSIONS NETTES

La marge sur commissions recouvre les commissions sur les opérations sur le marché interbancaire et le marché monétaire, les opérations avec la clientèle, les opérations sur titres, les opérations de change, les engagements sur titres, les instruments financiers à terme et les services financiers.

	juin-15			juin-14		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	766 216	50 139	716 077	704 615	50 201	654 414
avec les établissements de crédit			-			-
avec la clientèle	557 260		557 260	483 828		483 828
sur titres	90 850	35 618	55 232	80 948	36 858	44 090
de change	118 106	14 521	103 585	139 839	13 343	126 496
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan			-			-
Prestation de services bancaires et financiers	381 151	96 061	285 090	370 606	112 149	258 457
Produits nets de gestion d'OPCVM			-			-
Produits nets sur moyen de paiement	181 338	18 807	162 531	165 405	22 669	142 736
Assurance			-			-
Autres produit et charge sur prestation de service	199 813	77 254	122 560	205 201	89 480	115 721
TOTAL	1 147 367	146 200	1 001 167	1 075 221	162 350	912 871

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

2.3. GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS EVALUES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT

Ce poste regroupe tous les éléments de résultat (à l'exception des produits et charges d'intérêts, qui apparaissent dans la rubrique « Marge d'intérêts », ainsi qu'il est décrit ci-dessus) afférents aux instruments financiers gérés au sein du portefeuille de négoce.

Ceci recouvre les plus-values et moins-values de cessions, les plus-values et moins-values liées à l'évaluation à la valeur de marché, ainsi que les dividendes des titres à revenu variable.

	juin-15			juin-14		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
Titres à revenu fixe et variable	343 010		343 010	657 746		657 746
Instruments financiers dérivés	10 931	0	10 931	31 855	0	31 855
Opérations de pension						
Prêts						
Emprunts						
Réévaluation des portefeuilles couverts en taux						
Réévaluation des positions de change						
TOTAL	353 941	0	353 941	689 601	0	689 601

(en milliers de DH)

2.4. GAINS NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

Ce poste comprend notamment :

- les dividendes et autres revenus provenant des actions et autres titres à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des titres à revenu fixe et à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les dotations pour dépréciation liées à la perte de valeur des titres à revenu variable, classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente.

	juin-15	juin-14
Titres à revenu fixe	0	0
plus ou moins values de cession		
Actions et autres titres à revenu variable	191 686	121 051
Produits de dividendes	194 729	174 617
Charges de dépréciation	-3 034	-51 001
Plus-values nettes de cession	-9	-2 565
TOTAL	191 686	121 051

(en milliers de DH)

2.5. PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

	juin-15			juin-14		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets de l'activité d'assurance			0			0
Produits nets des immeubles de placement	-28	0	-28	0	0	0
Produits nets des immobilisations en location simple	138 981	51 701	87 280	135 312	49 095	86 217
Produits nets de l'activité de promotion immobilière	0	0	0	0	0	0
Divers autres produits et charges bancaires	210 993	111 631	99 362	116 570	128 988	-12 418
Autres produits d'exploitation non bancaires	100 985	28 714	72 271	161 445	30 162	131 283
TOTAL	450 931	192 046	258 885	413 327	208 245	205 082

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

2.6. COUT DU RISQUE

La rubrique « Coût du risque » comprend les charges résultant de la manifestation de risques de crédit et de contrepartie et litiges inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux dépréciations ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

Coût du risque de la période

	juin-15	juin-14
Dotations aux provisions	-1 466 714	-1 239 385
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-1 425 503	-1 214 129
Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	0	-763
Autres provisions pour risques et charges	-41 211	-24 493
Reprises de provisions	723 656	523 358
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	702 282	489 952
Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	0	329
Reprises des autres provisions pour risques et charges	21 374	33 077
Variation des provisions	-63 718	-338 707
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-94 983	-353 661
Décote sur les produits restructurés		
Récupérations sur prêts et créances amorties	31 265	14 954
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
COÛT DU RISQUE	-806 776	-1 054 734

(en milliers de DH)

2.7. GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

	juin-15	juin-14
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	0	0
Plus-values de cession		
Moins-value de cession		
Titres de capitaux propres consolidés		0
Plus-values de cession	0	0
Moins-value de cession	0	0
Autres	-2 601	21 820
Gains ou pertes sur autres actifs	-2 601	21 820

(en milliers de DH)

2.8. IMPOT SUR LES BENEFICES

2.8.1. IMPÔTS COURANTS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS

	juin-15	déc-14
Impôts courants	268 821	199 008
Impôts différés	385 660	445 733
Actifs d'impôts courants et différés	654 481	644 741
Impôts courants	356 706	55 341
Impôts différés	1 064 839	1 099 810
Passifs d'impôts courants et différés	1 421 545	1 155 151

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

2.8.2. CHARGE NETTE DE L'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	juin-15	juin-14
Charge d'impôts courants	-450 072	-443 301
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	-34 450	40 249
Charges nette de l'impôt sur les bénéfices	-484 522	-403 052

(en milliers de DH)

2.8.3. LE TAUX EFFECTIF D'IMPÔT

	juin-15	juin-14
Résultat net	1 425 003	1 229 445
Charges d'impôt sur les bénéfices	-484 522	-403 052
Taux d'impôt effectif moyen	-34,0%	-32,8%

(en milliers de DH)

Analyse du taux effectif d'impôt

	juin-15	juin-14
Taux d'impôt en vigueur	37,0%	37,0%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères		
Imposition forfaitaire		
Différences permanentes		
Changement de taux		
Déficit reportable		
Autres éléments	-3,0%	-4,2%
Taux d'impôt effectif moyen	34,0%	32,8%

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

III. INFORMATION SECTORIELLE

L'information comptable et financière au sein du Groupe BMCE Bank est déclinée en quatre pôles d'activité :

- Banque au Maroc : BMCE Bank Activité Maroc
- Gestion d'actifs et banque d'affaires : BMCE Capital, BMCE Capital Bourse, BMCE Capital Gestion
- Services Financiers Spécialisés : Salafin, Maghrebail, Maroc Factoring, Euler Hermes Acmar, RM Experts
- Activités à l'International : BMCE International (Holding), Banque de développement du Mali, La Congolaise de Banque, Bank Of Africa,
- Autres Activités : Locasom, CID, EAI

3.1. RESULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

	juin-15					
	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIFS ET BANQUE D'AFFAIRES	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
Marge d'Intérêts	1 788 698	17 799	390 491	-8 320	1 929 158	4 117 826
Marge sur commissions	449 294	67 742	7 822	0	476 309	1 001 167
Produits nets bancaires	2 578 500	155 087	402 776	79 231	2 707 911	5 923 505
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-1 345 583	-116 584	-106 806	-43 139	-1 649 487	(3 261 599)
Résultat Brut d'Exploitation	1 232 917	38 503	295 970	36 092	1 058 424	2 661 906
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-226 360	-26 934	-73 354	-8 342	-149 532	(484 522)
Résultat Net Part du Groupe	509 438	61 370	86 973	26 230	380 470	1 064 481

(en milliers de DH)

	juin-14					
	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIFS ET BANQUE D'AFFAIRES	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
Marge d'Intérêts	1 565 688	4 864	345 674	-8 671	1 761 921	3 669 476
Marge sur commissions	386 889	60 387	6 775	0	458 820	912 871
Produits nets bancaires	2 573 645	110 525	358 811	78 106	2 476 994	5 598 081
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-1 294 304	-90 288	-84 545	-39 273	-1 462 124	(2 970 534)
Résultat Brut d'Exploitation	1 279 342	20 237	274 266	38 833	1 014 869	2 627 547
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-224 416	-19 172	-68 387	-7 047	-84 030	(403 052)
Résultat Net Part du Groupe	436 390	38 056	82 622	24 355	320 168	901 591

(en milliers de DH)

3.2. ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

	juin-15					
	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIFS ET BANQUE D'AFFAIRES	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
TOTAL BILAN	176 770 321	706 674	7 151 140	270 574	75 598 667	260 497 376
ELEMENTS D'ACTIF						
ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE	1 736 315	130 205	17 265	21 026	3 510 549	5 415 360
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	106 236 180	149	14 511 929	0	41 319 976	162 068 234
ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	25 632 582	118 244	207	0	428 793	26 179 826
PLACEMENTS DETENUS JUSQU'À ÉCHÉANCE	4 375 300	0	0	0	17 549 699	21 924 999
ELEMENTS DU PASSIF						
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	117 349 326	0	1 075 735	0	52 605 730	171 030 791
FONDS PROPRES	14 731 134	243 133	1 288 765	(63 965)	4 571 862	20 770 929

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

	déc-14					
	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIFS ET BANQUE D'AFFAIRES	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
TOTAL BILAN	164 934 033	763 527	8 090 081	178 767	73 276 669	247 243 077
ELEMENTS D'ACTIF						
ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE	1 569 636	132 554	17 166	21 026	3 151 045	4 891 427
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	99 370 301	179	14 867 010	0	40 915 453	155 152 943
ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	28 476 818	80 444	2 368	0	50 160	28 609 790
PLACEMENTS DETENUS JUSQU'À ÉCHEANCE	2 317 968	0	0	0	15 835 369	18 153 337
ELEMENTS DU PASSIF						
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	109 986 007	0	1 225 018	0	50 057 851	161 268 876
FONDS PROPRES	14 527 416	216 015	1 252 591	(41 433)	4 848 580	20 803 169

(en milliers de DH)

3.3. VENTILATION DES PRETS ET CREANCES

Ventilation des prêts et créances sur les établissements de crédit par zone géographique

	juin-15			déc-14		
	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions
Maroc	12 703 251	58 669	58 669	10 437 608	58 669	58 669
Europe	2 754 566	0	0	2 371 474	*	*
Afrique	3 585 525	45 368	7 983	3 243 617	29 595	9 684
Total en principal	19 043 342	104 037	66 652	16 052 699	88 264	68 353
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan	19 043 342	104 037	66 652	16 052 699	88 264	68 353

(en milliers de DH)

Ventilation des prêts et créances envers la clientèle par zone géographique

	juin-15			déc-14		
	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions	Encours sains	Encours en souffrance	Provisions
Maroc	118 460 183	7 778 336	5 490 261	112 108 604	7 238 376	5 109 489
Europe	3 321 815	109 299	75 337	3 323 611	173 250	117 524
Afrique	36 541 915	3 166 469	1 744 185	36 226 993	2 959 669	1 650 547
Total en principal	158 323 913	11 054 104	7 309 783	151 659 208	10 371 295	6 877 560
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan	158 323 913	11 054 104	7 309 783	151 659 208	10 371 295	6 877 560

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

IV. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 30 JUIN 2015

4.1. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Les actifs et passifs financiers enregistrés en valeur de marché par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction.

	juin-15			déc-14		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Titres de créance négociables	5 231 607	0	5 231 607	4 014 284	0	4 014 284
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	5 123 556		5 123 556	2 789 392		2 789 392
Autres titres de créances négociables	108 051		108 051	1 224 892		1 224 892
Obligations	1 398 317		1 398 317	2 295 130	0	2 295 130
Obligations d'Etat	522 410		522 410	565 681		565 681
Autres obligations	875 907		875 907	1 729 449		1 729 449
Actions et autres titres à revenu variable	19 533 465	0	19 533 465	22 319 502	0	22 319 502
Opérations de pension			0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	16 437	0	16 437	-19 126	0	-19 126
Instruments dérivés de cours de change	15 860		15 860	-19 703		-19 703
Instruments dérivés de taux d'intérêt	577		577	577		577
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	26 179 826	0	26 179 826	28 609 790	0	28 609 790
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	0	2 915 162	2 915 162	0	2 696 353	2 696 353
Etablissements de crédit		2 915 162	2 915 162		2 696 353	2 696 353
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	87 316	0	87 316	49 295	0	49 295
Instruments dérivés de cours de change	87 316		87 316	49 295		49 295
Instruments dérivés de taux d'intérêt			0			0
Instruments dérivés sur actions			0			0
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	87 316	2 915 162	3 002 478	49 295	2 696 353	2 745 648

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

4.2. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE A LA VENTE

Les actifs financiers disponibles à la vente sont les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou ne sont pas classés comme :

- a) des prêts et des créances;
- b) des placements détenus jusqu'à leur échéance; ou
- c) des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

	juin-15	déc-14
Titres de créance négociables	0	0
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale		
Autres titres de créance négociables		
Obligations	3 076 409	2 737 896
Obligations d'Etat	1 912 343	1 957 528
Autres Obligations	1 164 067	780 368
Actions et autres titres à revenu variable	2 743 441	2 561 896
dont titres cotés	323 743	325 463
dont titres non cotés	2 419 699	2 236 433
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION	5 819 850	5 299 792
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-404 491	-408 365
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu variable	-404 491	-408 365
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS	5 415 360	4 891 427
dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations		

(en milliers de DH)

4.3. OPERATIONS INTERBANCAIRES, CREANCES ET DETTES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Prêts consentis et créances sur les établissements de crédit

	juin-15	déc-14
Comptes à vue	4 903 559	3 923 290
Prêts	12 641 706	12 169 796
Opérations de pension	1 602 115	47 877
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	19 147 380	16 140 963
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	66 653	68 353
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	19 080 727	16 072 610

(en milliers de DH)

Dettes envers les établissements de crédit

	juin-15	déc-14
Comptes à vue	2 289 700	2 254 051
Emprunts	26 567 164	26 604 762
opérations de pension	6 529 120	4 284 165
TOTAL	35 385 984	33 142 978

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

4.4. PRÊTS, CREANCES ET DETTES SUR LA CLIENTELE

Prêts consentis et créances sur la clientèle

	30-juin-15	31-déc-14
Comptes ordinaires débiteurs	23 962 394	24 271 477
Prêts consentis à la clientèle	119 910 365	116 381 173
Opérations de pension	13 420 288	9 467 823
Opérations de location-financement	12 084 970	11 910 030
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	169 431 920	162 030 503
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-7 309 783	-6 877 560
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	162 068 234	155 152 943

(en milliers de DH)

Ventilation des créances envers la clientèle par agent économique

	30-juin-15	31-déc-14
Banque au Maroc	106 236 180	99 346 209
Services Financiers Spécialisés	14 511 929	14 867 010
Activités à l'international	41 319 976	40 939 545
Gestion d'actifs	149	179
Autres activités	0	0
Total en principal	162 068 234	155 152 943
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	162 068 234	155 152 943

(en milliers de DH)

Ventilation des créances sur la clientèle par zone géographique

	30-juin-15	31-déc-14
Maroc	120 748 258	114 213 398
Afrique	37 964 199	37 560 208
Europe	3 355 776	3 379 337
Total en principal	162 068 234	155 152 943
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	162 068 234	155 152 943

(en milliers de DH)

Dettes envers la clientèle

	30-juin-15	31-déc-14
Comptes ordinaires créditeurs	92 828 928	89 254 191
Comptes à terme	39 312 187	35 948 532
Comptes d'épargne	20 401 715	19 993 183
Bons de caisse	5 513 190	4 488 643
Opérations de pension	3 708 204	3 246 264
Autres comptes créditeurs	9 266 567	8 338 063
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	171 030 791	161 268 876

(en milliers de DH)

Ventilation des dettes envers la clientèle par agent économique

	30-juin-15	31-déc-14
Banque au Maroc	117 349 326	109 986 007
Services Financiers Spécialisés	1 075 735	1 225 018
Activités à l'international	52 605 730	50 057 851
Gestion d'actifs	0	0
Autres activités	0	0
Total en principal	171 030 791	161 268 876
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	171 030 791	161 268 876

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

Ventilation des dettes sur la clientèle par zone géographique

	30-juin-15	31-déc-14
Maroc	118 425 061	111 211 025
Afrique	51 236 686	48 544 736
Europe	1 369 044	1 513 115
Total en principal	171 030 791	161 268 876
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	171 030 791	161 268 876

(en milliers de DH)

4.5. DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE

	30-juin-15	31-déc-14
Autres dettes représentées par un titre	12 547 061	13 170 353
titres de créances négociables	12 547 061	13 170 353
emprunts obligataires		
Dettes subordonnées	8 394 338	6 568 309
Emprunt subordonnés	8 394 338	6 568 309
à durée déterminée	6 394 338	4 568 309
à durée indéterminée	2 000 000	2 000 000
Titres subordonnés	0	0
à durée déterminée		
à durée indéterminée	0	.
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	219 290	226 995
Total	21 160 689	19 965 657

(en milliers de DH)

Les fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie concernent uniquement BOA Group.

Ils représentent des fonds non remboursables destinés à la bonification des taux d'intérêts débiteurs et la couverture du mauvais dénouement de crédits à des secteurs ou des catégories d'agents économique spécifiques.

4.6. ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'À L'ECHEANCE

	30-juin-15	31-déc-14
Titres de créance négociables	5 946 681	5 977 747
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	5 946 681	5 977 747
Autres titres de créance négociables		
Obligations	15 978 318	12 175 590
Obligations d'Etat	10 900 515	8 666 272
Autres Obligations	5 077 803	3 509 319
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'À LEUR ECHEANCE	21 924 999	18 153 337

(en milliers de DH)

4.7. IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

	30-juin-15	31-déc-14
Impôts courants	268 821	199 008
Impôts différés	385 660	445 733
Actifs d'impôts courants et différés	654 481	644 741
Impôts courants	356 706	55 341
Impôts différés	1 064 839	1 099 810
Passifs d'impôts courants et différés	1 421 545	1 155 151

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

4.8. COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

	juin-15	déc-14
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	145 829	117 027
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	7 473	46 853
Comptes d'encaissement	413 287	426 519
Part des réassureurs dans les provisions techniques		
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	891 049	388 464
Debiteurs Divers	3 473 392	3 532 614
Comptes de liaison	116 359	467 374
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	5 047 389	4 978 851
Dépôts de garantie reçus	19 201	29 033
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	47 485	2 017 148
Comptes d'encaissement	2 032 807	1 209 401
Charges à payer et produits constatés d'avance	613 279	621 937
Autres créiteurs et passifs divers	4 473 257	3 759 050
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	7 186 029	7 636 569

(en milliers de DH)

4.9. PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	juin-15	déc-14
Euler Hermes Acmar	22 285	19 577
Banque de Développement du Mali	309 329	275 226
Eurafric Information	-9 200	-7 954
Société Conseil Ingenierie et Développement	139 174	150 475
Participations dans les sociétés mises en équivalences détenues par les filiales	82 216	76 442
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	543 804	513 766

(en milliers de DH)

Données financières publiées en normes comptables locales par les principales sociétés mises en équivalence

	Total du bilan	Produit net bancaire- chiffre d'affaires Juin 2014	Résultat de la filiale	Contribution dans le Résultat net part du groupe juin 2014
Euler Hermes Acmar	515 004	50 528	12 483	2 497
Banque de Développement du Mali	8 138 073	228 962	138 179	44 392
Eurafric Information	209 419	82 674	-908	-1 165
Société Conseil Ingenierie et Développement	662 588	105 275	21 820	8 478

(en milliers de DH)

4.10. IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

	juin-15			déc-14		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	10 757 187	4 788 855	5 968 332	10 437 505	4 590 430	5 847 075
Terrains et constructions	941 359	476 962	464 397	2 036 095	454 328	1 581 767
Equipement, Mobilier, Installations	3 909 687	1 908 969	2 000 718	3 871 866	1 687 683	2 155 139
Biens mobiliers donnés en location	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations	5 906 141	2 402 924	3 503 217	4 529 544	2 448 419	2 081 475
Immobilisations Incorporelles	1 789 023	1 063 347	725 676	1 711 352	967 079	744 273
Logiciels informatiques acquis	1 080 130	638 224	441 906	1 045 026	563 703	514 944
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	708 893	425 123	283 770	666 326	403 376	255 577
Immeubles de placements	2 055 941	77 955	1 977 986	941 187	106 140	835 047

(en milliers de DH)



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

4.11. ECARTS D'ACQUISITION

	juin-15	déc-14
Valeur brute comptable en début de période	832 470	832 470
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période		
Valeur nette comptable en début de période	832 470	832 470
Acquisitions		
Cessions		
Dépréciations comptabilisées pendant la période		
Écarts de conversion		
Filiales précédemment mises en équivalence		
Autres mouvements		0
Valeur brute comptable en fin de période	832 470	832 470
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période		
VALEUR NETTE COMPTABLE EN FIN DE PÉRIODE	832 470	832 470

(en milliers de DH)

	Valeur nette comptable juin-15	Valeur nette comptable déc-14
MAGRÉBAIL	10 617	10 617
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU MALI	3 588	3 588
SALAFIN	5 174	5 174
MAROC FACTORING	1 703	1 703
BMCE CAPITAL BOURSE	2 618	2 618
BMCE INTERNATIONAL (MADRID)	3 354	3 354
BANK OF AFRICA	692 136	692 136
LOCASOM	98 725	98 725
HANOUBY	0	0
CID	14 555	14 555
TOTAL GROUPE	832 470	832 470

4.12. PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

	juin-15	déc-14
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	523 011	456 573
Dotations aux provisions	74 274	129 384
Reprises de provisions	-44 512	-45 024
Utilisation des provisions	-12 738	-12 682
Variation des parités monétaires et divers	-1 104	-5 240
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	538 931	523 011

V / ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

5.1. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

	juin-15	déc-14
Aux établissements de crédit	12 258 225	10 122 682
A la clientèle	1 352 642	1 257 036
Ouverture de crédit	10 905 583	8 865 646
Autre engagements en faveur de la clientèle		
Engagements de financement reçus		
des établissements de crédit	2 560 517	2 347 719
de la clientèle	2 560 517	2 347 719
	-	-

5.2. ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	juin-15	déc-14
Engagements de garantie donnés	25 270 365	21 930 665
D'ordre des établissements de crédit	6 918 449	5 885 648
D'ordre de la clientèle	18 351 916	16 045 017
Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
Autres garanties d'ordre à la clientèle		
Engagements de garantie reçus	65 456 631	52 736 107
des établissements de crédit	64 452 090	51 735 698
de l'état et d'autres organismes de garantie	1 004 541	1 000 409



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

VI. REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL

6.1. DESCRIPTIF DE LA METHODE D'EVALUATION

Les avantages aux personnels comptabilisés correspondent à la médaille de travail et à l'indemnité de fin de carrière.

L'évaluation de l'engagement relatif à ces deux avantages précités a été réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées, préconisée par IAS 19.

- Régime de la caisse mutualiste interprofessionnelle marocaine

La Caisse Mutualiste Interprofessionnelle Marocaine (CMIM) est une mutuelle privée. Cette mutuelle assure aux salariés un certain niveau de remboursement des frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation ou chirurgicaux. Il s'agit d'un régime de couverture médicale postérieur à l'emploi car ouvert aux retraités.

La CMIM est un régime multi employeur. Ne pouvant pas déterminer la quote-part d'engagement revenant à BMCE Bank (au même titre que l'ensemble des autres adhérents à la CMIM), en IFRS, les charges sont enregistrées sur l'exercice. Aucune provision n'est à constater au titre de ce régime.

6.2. SYNTHÈSE DES PROVISIONS ET DESCRIPTION DES RÉGIMES EXISTANTS

6.2.1. Provisions au titre des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme accordés aux salariés

En millions de DH	juin-15	déc-14
Provision pour indemnités de retraite et assimilées	237 376	230 928
Provision pour prime spéciale d'ancienneté		
Autres provisions		
TOTAL	237 376	230 928

NB : la provision sur les avantages aux personnels évalués conformément à IAS 19 R est comptabilisée dans le poste " Provisions pour risques et charges" du Passif.

6.2.2. Hypothèses de base des calculs

	juin-15	déc-14
Taux d'actualisation	5,60%	5,60%
Taux d'évolution des salaires	3%	3%
Taux de rendement des actifs	N/A	N/A
Autres	11%	11%

6.2.3. Coût des régimes postérieurs à l'emploi

	juin-15	juin-14
Charge normale de l'exercice	8 737	16 644
Charge d'intérêts	6 238	11 689
Rendements attendus des fonds		
Amortissement des écarts actuariels		
Amortissement des gains et pertes nettes		
Indemnités supplémentaires	14 975	28 334
Autres		
Coût net de la période		

6.2.4. Evolution de la provision inscrite au bilan

En millions de DH	juin-15	juin-14
Dettes actuarielles d'ouverture	230 928	218 134
Charge normale de l'exercice	8 737	16 644
Charge d'intérêts	6 238	11 689
Écarts d'expérience	-	-
Autres écarts actuariels		
Amortissement des gains et pertes nettes		
Prestations versées	-8 527	-15 539
Indemnités supplémentaires		
Autres		
Dettes actuarielles de clôture	237 376	230 928
Dont coût relatif aux indemnités de retraite et assimilées		
Dont autres...		

VII. INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

7.1. ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

7.1.1. Opérations réalisées sur le capital

Opérations sur le capital	En nombre	Valeur unitaire	En MAD
Nombres d'actions émises au 31 décembre 2012	179 463 390	10	1 794 633 900
Nombres d'actions émises au 31 décembre 2013	179 463 390	10	1 794 633 900
Nombres d'actions émises au 31 décembre 2014	179 463 390	10	1 794 633 900
Nombres d'actions émises au 30 Juin 2015	179 463 390	10	1 794 633 900

7.1.2. Résultat par action

Le résultat de base par action ordinaire correspond au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

	juin-15	juin-14
CAPITAL (DH)	1 794 633 900	1 794 633 900
NOMBRE D' ACTIONS	179 463 390	179 463 390
RÉSULTAT NET PART GROUPE (DH)	1 064 480 875	901 591 490
RÉSULTAT PAR ACTION (DH)	5,9	5,0
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN MAD)	5,9	5,0

La banque n'a pas d'instruments dilutifs en actions ordinaires. Par conséquent, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action.

7.1.3. Dividendes Distribués

	2014	2013	2012	2011
Nombre d'actions	179 463 390	179 463 390	179 463 390	171 963 390
Dividende par action (en MAD)	4,4	4,0	3,3	3
TOTAL DISTRIBUÉ (en KMAD)	789 639	717 854	592 229	515 890
Résultat net part du groupe (en KMAD)	1 943 846	1 230 796	921 885	850 199
Taux de distribution	40,6%	58,3%	64,2%	60,7%

7.2. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaire	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actif	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factorina	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	52,47%	52,47%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	74,76%	74,76%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Banque	25,00%	25,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	73,68%	73,68%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,30%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	32,38%	32,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	38,90%	38,90%	M E E



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

7.3. RELATIONS AVEC LES AUTRES PARTIES LIEES

Relation entre BMCE Bank et les Sociétés faisant Partie du Périmètre de Consolidation.

Bien entendu les opérations réalisées avec les sociétés consolidées par intégration globale sont totalement éliminées des encours de fin de période. Les encours de fin de période relevant des transactions avec les sociétés consolidées par mise en équivalence sont maintenus au niveau des états consolidés.

Relation entre les sociétés consolidées du Groupe

En milliers de DH	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration globale
Actif			
Prêts, avances et titres	-	-	12 933 743
Comptes ordinaires			10 696 146
Prêts			259 632
Titres			1 977 965
Opération de location finance- ment			
Actif divers			6 908
Total	-	-	12 940 651
Passif			
Dépôts	-	57 786	10 753 783
Comptes ordinaires		57 786	10 529 961
Autres emprunts			223 822
Dettes représentées par un titre			2 179 578
Passif divers			7 290
Total	-	57 786	12 940 651
Engagements de financement et de garantie			
Engagements donnés			1 289 864
Engagements reçus			1 289 864

Eléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

En milliers de DH	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration globale
Intérêts et produits assimilés		-3 779	-200 541
Intérêts et charges assimilés			241 076
Commissions (produits)			-145 558
Commissions (charges)			16 531
Prestations de services donnés			
Prestations de services reçus			
Loyers reçus			-73 926
Autres			162 417

VIII - NOTE SUR LES RISQUES

8.1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

8.1.1. Typologie des risques

8.1.1.1. Risque de crédit

Inhérent à l'activité bancaire, le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut-être corrélée à d'autres catégories de risques.

8.1.1.3. Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte de valeur d'instruments financiers, résultant des variations de paramètres de marché, de leur volatilité et des corrélations entre eux. Les paramètres concernés sont notamment les taux de change, les taux d'intérêt, ainsi que les prix des titres (actions, obligations) et des matières premières, des dérivés et de tous les autres actifs.

8.1.1.4. Risque global de liquidité et de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt réside dans la vulnérabilité de la situation financière d'un établissement à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir faire face à ses flux de trésorerie ou ses besoins de collatéral au moment où ils sont dus et à un coût raisonnable.

8.1.1.5. Risques opérationnels

Le risque opérationnel est défini comme étant le risque de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

8.1.1.6. Autres risques

Risque de participations en actions

Ce risque trouve son origine dans l'investissement, le maintien en portefeuille, ou l'acquisition des participations en capital ou quasi capital dans des entités autres que les filiales propres. Ces participations peuvent comprendre des actions régulières, des actions préférentielles, des instruments dérivés, des warrants, des options ou des futures sur actions.

Risque pays

Le risque pays comprend le risque politique ainsi que le risque de transfert. Le risque politique provient généralement d'une action du gouvernement d'un pays, telle que la nationalisation ou l'expropriation, ou d'événements indépendants tels qu'une guerre ou une révolution, qui affectent la capacité des clients à honorer leurs obligations.

Le risque de transfert se définit comme le risque qu'un client résident ne puisse pas acquérir des devises dans son pays afin qu'il puisse honorer ses engagements à l'étranger.



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

8.1.2. Organisation de la gestion des risques

8.1.2.1. Les Instances relevant du Dispositif de Contrôle

- Le Pôle Risques Groupe

L'une des missions attribuées au Pôle Risques Groupe est le renforcement de la surveillance et la maîtrise des risques de crédit, de marché et opérationnels. Le Pôle prend ainsi en charge :

- La définition de la politique des risques du Groupe ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques liés aux crédits, aux opérations de marchés et aux risques opérationnels ;

Le Pôle Risques Groupe est composé de trois entités :

- La Direction Management des Risques Groupe ;
- La Direction Analyse des Engagements ;
- La Direction Surveillance des Engagements ;



8.1.2.2. Les instances de Gouvernance

- **Comité Risques Groupe**

Le Comité des Risques du Groupe BMCE Bank est une instance émanant du Conseil d'Administration de BMCE Bank, dont les prérogatives sont élargies aux filiales directes et indirectes intégrées dans le périmètre de Consolidation du Groupe.

Ce Comité assiste le Conseil d'Administration en matière de stratégie et de gestion des risques, notamment en veillant à ce que la stratégie globale des risques soit adaptée au profil de risque de la banque et du Groupe, au degré d'aversion aux risques, à son importance systémique, à sa taille et à son assise financière.

- **Comités d'Audit et de Contrôle Interne Groupe**

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne du Groupe BMCE Bank est une instance émanant du Conseil d'Administration de BMCE Bank, dont les prérogatives sont élargies aux filiales et autres entités intégrées dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne du Groupe assiste le Conseil d'Administration en matière de contrôle interne, notamment en veillant à ce que :

Le système de contrôle interne et les moyens mis en place soient :

- Cohérents et compatibles de manière à permettre la surveillance

et la maîtrise des risques au niveau de la banque et de ses filiales et la production des informations requises par le Régulateur dans le cadre de la surveillance consolidée du Groupe ;

- Adaptés à l'organisation du Groupe ainsi qu'aux activités des entités contrôlées ;

- Les informations financières destinées au Conseil d'Administration et aux tiers soient fiables et exactes, de nature à ce que les intérêts légitimes des actionnaires, des déposants et des autres parties prenantes soient préservés ;

- L'examen des comptes sociaux et consolidés soit réalisé avant leur soumission au Conseil d'Administration.

- **Comité de Direction Générale**

Le Comité de Direction Générale Groupe est en charge de la déclinaison en actions et mesures opérationnelles des orientations stratégiques du Groupe et de leur suivi.

Ce Comité, dont la périodicité est hebdomadaire, a pour principales missions le pilotage de l'activité de la Banque, la conduite des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques, le suivi du volet RH, la politique de communication commerciale, institutionnelle et financière.

- **Comité de Pilotage & Gestion des Risques Groupe**

Issue du Comité de Direction Générale du Groupe BMCE Bank, le Comité de Pilotage et Gestion des Risques BMCE Bank l'assiste en matière de gestion et suivi effectifs et opérationnels du (de la) :

Dispositif de pilotage des risques du Groupe ;

Cohérence des activités du Groupe avec les Politiques des risques et limites fixées.

Le Comité s'assure de l'efficacité du dispositif de pilotage des risques de BMCE Bank et de son adéquation avec la politique de gestion des risques définie sur les volets risques de Crédit, Marché et Opérationnels.

8.1.2.3. Les Comités de crédit

- **Comité de Crédit Senior**

Il est présidé par le Président Directeur Général de la Banque et vice présidé par l'ADG Exécutif Groupe. Il est spécialisé par marchés, l'un en charge de l'Entreprise et la Grande Entreprise et l'autre des Particuliers & Professionnels.

Ces comités se réunissent deux fois par semaine et regroupent les Seniors Managers de la Banque.

- **Comité de Crédit Régional**

Le Comité de Crédit Régional (CCR) est tenu une fois par semaine. Les dates de tenue du CCR sont décidées par le Directeur Régional de chaque Région et communiquées à l'ensemble des membres.

8.1.2.4. Le Comité de déclassé

Dans le cadre du suivi du portefeuille, le Comité de déclassé (normal et restreint) se réunit mensuellement afin d'examiner les comptes en anomalies et transférer les créances litigieuses vers les catégories de



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

créances en souffrance correspondantes.

Aussi, des comités de recouvrement et comptes en anomalie ont été instaurés en régions et se réunissent mensuellement.

8.2. RISQUE DE CREDIT

L'activité de crédit de la Banque s'inscrit dans le cadre de la politique générale de crédit approuvée par les hautes instances de la Banque. Parmi les principes directeurs énoncés figurent les exigences du Groupe en matière de déontologie, d'attribution des responsabilités, d'existence et de respect des procédures et de rigueur dans l'analyse du risque.

Cette politique générale est déclinée en politiques et en procédures spécifiques adaptées à la nature des activités et des contreparties

8.2.1. Circuit de décision de crédit

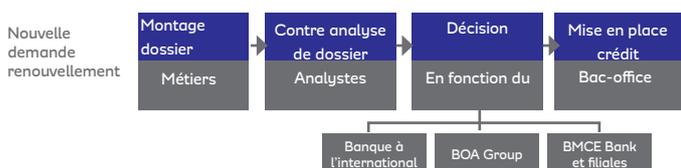
8.2.1.1. Principes généraux

Le processus d'octroi au niveau de l'ensemble du Groupe BMCE Bank répond au principe de la Troïka et repose sur les principes suivants :

- L'ensemble des demandes de crédit suit le même processus d'octroi consistant à assurer le principe de la Troïka (à minima). Ainsi, au moins 3 personnes, dont impérativement une de la Filière Risques, doivent approuver toute demande de crédit sauf dans certains cas exceptionnels définis.
- La prise de décision, conjointe aux Filières Risques et Commerciale – avec au préalable une analyse contradictoire – s'exerce aussi bien sur les dossiers accordés dans la délégation de pouvoirs en local que sur les dossiers accordés dans la délégation de pouvoirs en central, et ce dans une structure pyramidale à plusieurs niveaux, dont le niveau hiérarchique supérieur assure le rôle d'arbitre éventuel en l'absence de consensus
- Recours à la procédure d'escalade (n+1) en cas de désaccord entre la filière Risque et la Filière Commerciale

8.2.1.2. Les structures

La vision globale du processus d'octroi de crédit est schématisée comme suit :



- Le montage du dossier de crédit incombe à la Filière Commerciale, chargée de la relation commerciale avec le client ;
- L'analyse contradictoire du dossier de crédit est réalisée par les Analystes crédit faisant partie de la Filière Risques de l'entité ;
- La prise de décision est conjointe aux Filières Risques et Commerciale, selon leurs niveaux de délégations respectifs ;
- La mise en place du crédit est effectuée par un back-office, structure indépendante des Filières Risques et Commerciale.

8.2.1.3. La prise de décision et le choix des circuits

Afin de faciliter l'exercice de notification, le principe d'une seule décision pour chaque proposition de crédit présentée doit être respecté.

Les décisions de crédit sont prises soit par circulation de dossier, soit par tenue d'un Comité de Crédit, via un processus manuel ou électronique.

8.2.1.4. La délégation

Le dispositif de décision en matière de crédit repose sur un système de délégation qui prend sa source dans les pouvoirs conférés par le Conseil d'Administration d'une entité à des collaborateurs ou groupes de collaborateurs, dans les limites qu'il estime opportunes.

La délégation peut faire l'objet d'une subdélégation en fonction de l'organisation, des volumes, des produits et des risques.

La délégation de pouvoir aux collaborateurs est intuitu personae sur la base de leurs capacités de jugement, expériences, compétences personnelles et professionnelles et formations.

8.2.1.5. Les règles d'approbation

La décision d'octroi de crédit est soumise à l'appréciation de la Troïka ou des Comités de crédit selon les niveaux d'approbation.

Le système des délégations de crédit en vigueur définit le nombre de niveaux de décision suivants :

- Un premier niveau local au sein de chaque filiale ;
- Un niveau de HUB (BOA Groupe et Banque à l'International) ;
- Un niveau Central au niveau de BMCE Bank.

Le niveau local au sein de l'entité peut faire l'objet d'une subdélégation en fonction de l'organisation de l'entité, des volumes, des produits et des risques.

8.2.1.6. La composition d'un dossier de crédit

Toute demande de mise en place d'une ligne de crédit doit satisfaire aux conditions d'éligibilité du produit conformément aux fiches signalétiques de chaque produit de crédit. Toute décision de crédit est prise sur la base d'un dossier de crédit standard dont le format est défini en liaison avec la Filière Commerciale et la Filière Risques concernées et en coordination avec le Pôle Risques Groupe.

Un dossier de crédit est préparé pour chaque contrepartie ou transaction sur laquelle l'entité souhaite s'engager, ou sur laquelle l'entité est engagée dans le cas d'une revue annuelle ou d'un renouvellement et ce, sur la base des documents communiqués par le client tels que précisés dans les check-lists produits.

La check-list des documents à communiquer par le client et le canevas d'analyse sont homogènes au niveau du groupe et ils sont cadrés selon la nature des crédits. Le contenu d'un dossier de crédit doit fournir aux décisionnaires les informations et analyses qualitatives et quantitatives requises pour permettre la décision de crédit.

La Filière Commerciale en charge de la préparation du dossier de crédit est responsable de son contenu.



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

Le dossier de crédit reste le seul document de référence à toute prise de décision de crédit ; il doit être revêtu de toutes les signatures ou visas garantissant la qualité de son instruction au niveau voulu de la chaîne des responsabilités.

8.3. DISPOSITIF DE NOTATION

BMCE Bank dispose d'un outil de notation interne couvrant plusieurs segments de clientèle.

8.3.1. Principes directeurs de la notation

8.3.1.1. Unicité de la notation

La notation est établie pour chaque client, chaque client étant entendu comme un code tiers Groupe. Le processus de notation est ainsi réalisé pour chaque code tiers Groupe de telle manière à ce qu'un tiers ait une, et une seule note. Ainsi, BMCE Bank s'assure de l'unicité de la note pour chaque contrepartie évaluée.

8.3.1.2. Intégrité de la notation

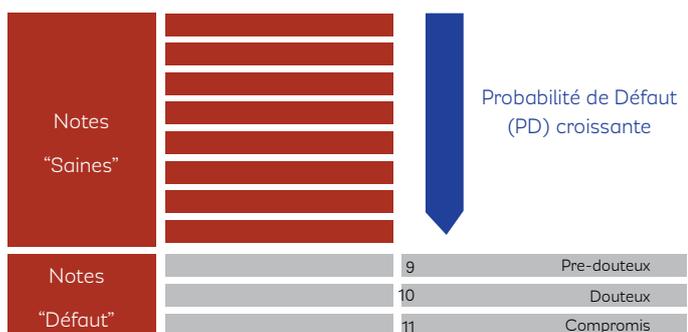
Selon les principes réglementaires, les attributions de notations et leurs révisions périodiques doivent être réalisées ou approuvées par une partie qui ne bénéficie pas directement de l'octroi du crédit. Cette notion d'intégrité de la note est un élément central de la charte de gestion des risques de crédit qui doit permettre de renforcer et d'encourager l'indépendance du processus de notation.

8.3.1.3. Singularité de la notation

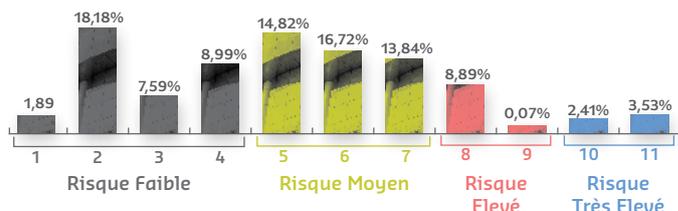
Pour chaque tiers de la Banque, un type de contrepartie est codifié. La notation de chacun des tiers est ainsi réalisée à partir du modèle associé à la contrepartie de référence de telle sorte que pour chaque tiers (dont le type de contrepartie est singulier et donc unique) l'évaluation soit réalisée à l'aide d'un seul modèle de notation, mais avec les données caractéristiques propres à la contrepartie concernée. Ainsi, BMCE Bank s'assure de la singularité de la note pour chaque contrepartie.

8.3.2. Echelle de notation

Selon l'échelle de notation adoptée par le Groupe BMCE, la note finale de la contrepartie s'échelonne sur 11 niveaux



Ainsi au 30 juin 2015, la répartition du portefeuille par classe d'actif se présente comme suit :



8.3.3. Scoring des particuliers

Le Scoring des particuliers consiste en la modélisation statistique du défaut et des comportements à risque de ce portefeuille de clientèle.

Ainsi, une grille de score comportemental pour les clients Salariés détenteurs d'un prêt à la consommation est affichée au niveau de la GRC avec des commentaires explicatifs de la cotation. Elle est mise à jour quotidiennement.

Aussi, une grille de score d'octroi spécifique couvre également les particuliers détenteurs d'un crédit immédiat conventionne. Enfin, des scores comportementaux pour les professionnels et les MRE ont été développés.

8.5. DISPOSITIF DE CONTROLE ET DE SURVEILLANCE DES RISQUES DE CREDIT

Le dispositif de contrôle et surveillance des risques de crédit permet d'assurer les contrôles de deuxième niveau, distincts de la surveillance quotidienne assurée par la Filère Commerciale.

L'application de ce dispositif est adaptable selon l'organisation propre des filiales du Groupe concernées en concertation avec le Pôle Risques Groupe.

La responsabilité du suivi du risque relève entièrement de la Filère Commerciale. En effet, la surveillance quotidienne des risques liés aux transactions est à la charge du responsable du dossier au sein de la Filère Commerciale. Pour remplir cette mission, la Filère Commerciale est aidée par la Filère Risques qui joue un rôle d'alerte.

L'objectif principal des contrôles du Pôle Risques Groupe est d'assurer l'efficacité du système d'alerte précoce permettant, tant la gestion des risques que l'anticipation par la Filère Commerciale de risques potentiels pour une gestion appropriée du portefeuille de la Banque. Le Pôle Risques Groupe, à travers la Direction Surveillance des engagements, s'assure aussi que la surveillance de la Filère Commerciale est effectuée convenablement et alerte sur les défaillances notoires.

Le Pôle Risques Groupe n'est pas responsable de vérifier et d'approuver chaque transaction exécutée sous une facilité approuvée et validée. Cette tâche appartient à un back-office indépendant exécutant la transaction effectuée avec l'accord de la Filère Commerciale.

Les principales missions opérationnelles du Pôle Risques Groupe, dans le cadre du dispositif de contrôle et de surveillance des risques de crédit, peuvent être synthétisées comme suit :

- Assurer les contrôles à priori ;
- Assurer les contrôles à postériori ;



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

- Identifier et suivre le portefeuille engagement selon plusieurs axes d'analyses : produits, maturités, bénéficiaires, secteurs d'activité, agences, zones géographiques, ... ;
- Fixer et suivre les limites de concentration ;
- Détecter et assurer le suivi des comptes en anomalies et des comptes à risques ;
- Classer le portefeuille des créances en souffrance selon les critères réglementaires et proposer le provisionnement ;
- Conduire des stress tests ;
- Etablir les reportings réglementaires et de pilotage interne.

8.5.1. Contrôle à priori

Les contrôles à priori comprennent l'ensemble des contrôles de conformité mis en œuvre avant la 1ère autorisation et utilisation d'une ligne de crédit. Ces contrôles viennent en complément des contrôles automatisés et de ceux effectués par la Filiale Commerciale, le Back Office, le Département Juridique...

La mise en œuvre de ces contrôles est assurée par le Pôle Risques Groupe. Ces contrôles concernent principalement :

- Les données de la proposition de crédit ;
- Le respect du niveau de délégation ;
- La conformité de la documentation juridique ;
- Des conditions et réserves émises avant la 1ère utilisation des fonds ou de la facilité ;
- Les données saisies dans le système d'information.

8.5.2. Contrôles à posteriori

A l'instar des contrôles à priori, les contrôles à posteriori sont assurés par le Pôle Risque Groupe.

L'objectif de ces contrôles est d'assurer la mesure, la maîtrise et la surveillance des risques de crédit avec une vision portefeuille et non seulement contrepartie. Une attention particulière est ainsi portée sur la qualité du crédit, l'anticipation et la prévention des irrégularités et des risques d'une part, et au contrôle et à la surveillance du suivi des risques par la Filiale Commerciale d'autre part.

8.5.2.1. Surveillance du portefeuille des engagements

La Surveillance du portefeuille des engagements du Groupe et de ses entités est opérée à travers plusieurs indicateurs, tant sur les risques à l'octroi que sur les risques en cours de vie des dossiers.

Les analyses multicritères du portefeuille des engagements sont un contrôle à postériori qui consiste à identifier et à suivre tous les engagements du Groupe et de ses entités selon plusieurs axes d'analyse dont notamment : produits, maturités, clients, groupes d'affaires, segments de clientèle, notations de contrepartie, catégories de créances (saines et souffrance), secteurs d'activité, agences, zones géographiques, types de sûreté, ... Les analyses multicritères sont un outil de pilotage des risques de crédit.

La production des analyses multicritères du portefeuille des engagements est de la responsabilité de la Filiale Risques de crédit qui assure par ailleurs le reporting des risques de crédit, tant en interne, vis-à-vis des Comités des Risques et du management, qu'en externe, Vis-à-vis des régulateurs.

8.5.2.2. Limites de concentration

La gestion des risques de crédit s'appuie sur un dispositif selon lequel les stratégies des métiers, y compris en cas de lancement de nouvelles activités ou de nouveaux produits, font l'objet d'un avis risques et de limites de risques formalisées. Pour le Groupe BMCE Bank, le risque de concentration de crédit peut découler de l'exposition envers :

Des contreparties individuelles ;

Des groupes d'intérêt ;

Des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à un même pays.

8.5.2.2.1. Contreparties individuelles

Le Groupe procède mensuellement au suivi des concentrations individuelles, sur base sociale et consolidée, et assure une surveillance rapprochée des engagements de ses 10, 20 et 100 premiers clients ayant les plus grands engagements.

A fin juin 2015, les engagements envers ces principaux débiteurs se présentent comme suit :

	%de concentration
ENGAGEMENTS DES 10 PREMIERS CLIENTS	13,61%
ENGAGEMENTS DES 20 PREMIERS CLIENTS	19,91%
ENGAGEMENTS DES 100 PREMIERS CLIENTS	38,47%
RESTE DES ENGAGEMENTS	61,53%

8.5.2.2.2. Groupes d'intérêt

La diversification par contrepartie du portefeuille fait l'objet d'un suivi régulier, notamment dans le cadre des politiques de concentration individuelle du Groupe. Ainsi, les risques de crédit encourus sur des contreparties ou groupe de contreparties bénéficiant de concours relativement importants, supérieurs à 5% des fonds propres, font l'objet d'une surveillance particulière, tant sur base individuelle que consolidée.

De plus, le contrôle des grands risques s'assure également que le montant total des risques encourus sur chaque bénéficiaire ne dépasse pas 20 % des fonds propres nets consolidés du Groupe comme cela est exigé par la réglementation bancaire marocaine. BMCE Bank veille au respect des seuils de concentration de la directive de Bank Al Maghrib.

8.5.2.2.3. Contreparties appartenant à un même secteur d'activité

La méthodologie de fixation des limites sectorielles mise en place est fondée sur un modèle statistique se basant sur le taux de défaillance historique et le nombre de contreparties par secteur d'activité et par classe de risque (rating).

L'objectif étant la modélisation du risque de défaut par des techniques économétriques appropriées, en utilisant une variable aléatoire dépendante dont la valeur est le résultat du dénombrement des réalisations des événements de défaut.



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

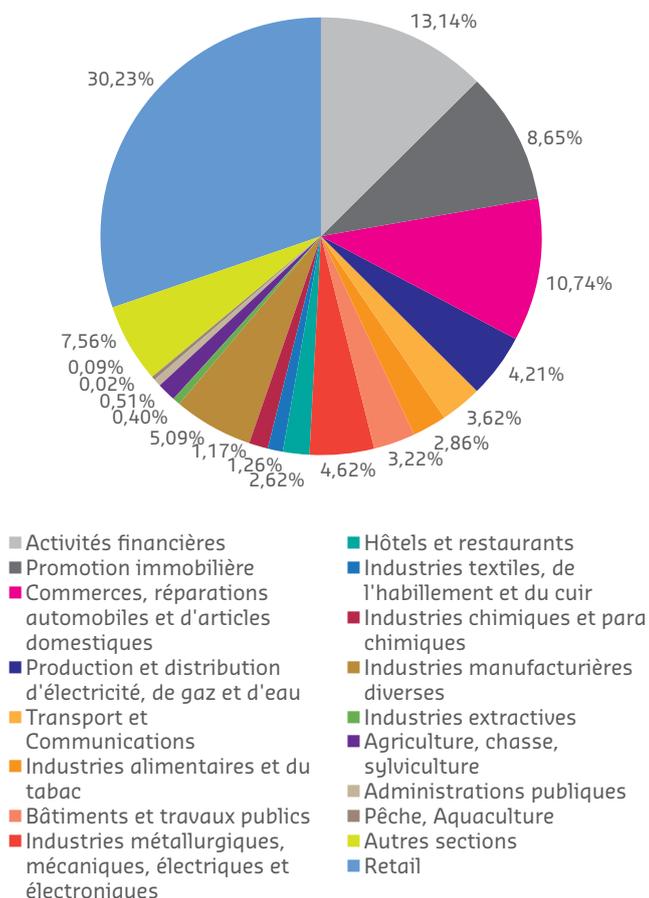
La démarche est basée sur les hypothèses de l'indépendance des contreparties et la non corrélation des défauts. Ainsi, la notion clé de cette approche méthodologique est la probabilité de défaut d'une contrepartie donnée. Cette probabilité est mesurée par le biais de l'exploitation du taux de défaillance du couple rating /secteurs d'activité.

Le modèle permet ainsi de cibler les secteurs desquels il faut se désengager ou réduire les engagements et ceux sur lesquels il importe de se positionner davantage.

Le modèle permet aussi de calibrer les enveloppes à allouer à chaque secteur d'activité compte tenu notamment du plan de développement de la banque et de la sinistralité sectorielle. Cette démarche adoptée par le Pôle Risques Groupe est complétée par la mise en œuvre de back Testing du modèle semestriellement.

La revue des limites sectorielles est réalisée semestriellement en concertation avec la filière commerciale et le Centre d'Intelligence Economique de la banque qui apportent leur vision métier et chiffrage des perspectives macroéconomiques et sectorielles. Les avis de ces entités permettent ainsi de challenger et de conforter davantage la pertinence du modèle par rapport au contexte économique.

La répartition des engagements du Groupe sur la clientèle par secteurs d'activités se présente comme suit à fin juin 2015.



8.5.2.2.4. Contreparties appartenant à un même pays

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

Le risque pays peut aussi résulter de la limitation de la libre circulation des capitaux ou d'autres facteurs politiques ou économiques, il est alors qualifié de risque de transfert. Il peut également découler d'autres risques en liaison avec la survenance d'événements impactant la valeur des engagements sur le pays concerné (désastres naturels, chocs extérieurs).

La politique risque pays du Groupe a comme principale objectif la mise en place d'un système qui permet d'évaluer, limiter, réduire et si nécessaire suspendre de manière prudente ses engagements sur les pays à haut risque et ce, d'une manière synchronisée à l'échelle du Groupe.

La politique risque pays comprend outre la stratégie de prise en charge du risque pays, les principes de recensement, de gestion et de contrôle de ces risques ainsi que les structures organisationnelles responsables. L'élément central de ce dispositif de gestion permettant la prévention du risque est le système de délégation et de limitation des engagements.

Ce système a été conçu de manière à être de plus en plus limitatif au fur et à mesure que le risque pays augmente. Ainsi, le niveau d'engagement est calibré en fonction du niveau du risque pays, reflété par la notation attribuée à chaque pays, et du pourcentage de fonds propres de chaque entité du groupe.

Les engagements de BMCE Bank sont pour la plus grande partie domestiqués au Maroc. Les engagements sur les contreparties étrangères de BMCE Bank concernent les établissements de crédit étrangers. Ces engagements font l'objet :

- d'une autorisation après une notation et analyse des fondamentaux de chaque contrepartie ;
- d'un suivi mensuel, et sont communiquées à la banque centrale à travers un état réglementaire.

Le Management des Risques Groupe produit mensuellement les Reporting réglementaires à destination de la Banque Centrale relatifs aux expositions étrangères sur base individuelle et consolidée.

Ces reportings offrent une vue d'ensemble de l'engagement global du Groupe BMCE Bank à l'égard des contreparties bancaires étrangères. Ils reflètent l'engagement par pays qui comprend l'ensemble des actifs inscrits au bilan et en Hors bilan représentant des créances sur les résidents des pays étrangers.

En complément de ces états, le Management des Risques Groupe élabore mensuellement un rapport analytique sur les expositions étrangères du Groupe BMCE Bank et le diffuse à tous les membres du Comité de Direction.

Ce rapport permet d'apprécier le niveau des expositions étrangères du Groupe BMCE Bank et constitue un tableau de bord pour le suivi de l'évolution du Risque inhérent à chaque pays. Le dispositif risque pays du



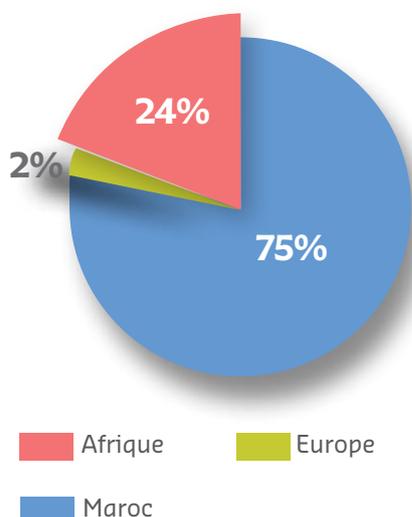
Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

Groupe se présente comme suit :



Le Management des Risques Groupe a entamé des travaux pour étendre le dispositif de gestion du risque pays à toutes ses filiales en Afrique et ce dans le cadre du projet de déploiement du dispositif de Contrôle Interne et de Maitrise des Risques Groupe.

La structure des expositions sur la clientèle du Groupe par grandes zones géographiques à fin Juin 2015 se présente comme suit :



8.5.2.3. Contrôle des comptes en anomalie et des comptes à risques

8.5.2.3.1. Contrôle des comptes en anomalie

Ce contrôle à posteriori a pour objectif de détecter les utilisations irrégulières de comptes et d'identifier les anomalies récurrentes afin d'en exiger la régularisation par la Filère Commerciale ou a minima la justification de leur irrégularité.

Ce contrôle est donc réalisé indépendamment de la gestion quotidienne assurée par la Filère Commerciale. Les comptes en anomalies les plus importants se rapportent aux dossiers de crédits dont :

- les autorisations de crédits sont échues ;
- les garanties ne sont pas constituées ;
- les lignes de crédits ne sont pas utilisées pendant plus de 6 mois.

Ces critères constituent des conditions minimales de dossiers présentant des anomalies qui font l'objet d'une détection, automatisée, et d'un suivi conjoint avec la Filère Commerciale.

8.5.2.3.6. Contrôle des comptes à risques

Les comptes à risques représentent un risque susceptible de s'aggraver ultérieurement engendrant ainsi un coût pour la Banque. Ils sont constitués des engagements qui présentent, soit une dégradation avérée de la qualité des risques identifiée par des critères quantitatifs, soit une dégradation potentielle des risques identifiée par des critères qualitatifs.

Les comptes à risques sont constitués des comptes qui :

- Sont gelés : La notion de comptes gelés signifie des comptes à vue qui, après fusion si prévue, n'enregistrent pas de mouvements créditeurs réels sur une durée de 60 jours (hors déblocage de crédit...) couvrant au moins le montant des agios imputés à ces comptes ainsi qu'une partie significative (10% du solde débiteur) desdits soldes débiteurs
- Enregistrent des impayés tels que :
 - les encours des crédits amortissables dont une échéance n'est pas réglée 30 jours après son terme ;
 - les encours des crédits remboursables en un sont pas honorés 30 jours après leur terme ;
 - les créances commerciales escomptés par la Banque et retournées impayées,
- Enregistrent des dépassements, au-delà d'un mois, par rapport aux autorisations accordées. Toutefois, afin d'éviter d'éventuels risques opérationnels, les entités contrôlent sur base hebdomadaire, les dépassements autorisés d'un certain niveau (discretion locale de chaque entité).
- Enregistrent des expositions dont le remboursement est susceptible d'être incertain en raison de considérations liées à d'autres informations quantitatives ou qualitatives négatives sur le client telles : une notation en risque élevé, événements et litiges concernant les principaux actionnaires (décès, redressement judiciaire...).

Ces critères constituent des conditions minimales de détection des



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

comptes à risques.

La Filière Commerciale, qui de par sa connaissance et son suivi quotidien de ses relations, et le Pôle Risques Groupe font ressortir et présenter comme compte à risques tout autre compte, si elles le jugent nécessaire. L'appréciation, l'intervention et la complémentarité entre les Filières Commerciale et Risques demeurent déterminantes dans l'identification des critères nécessitant une inscription parmi les comptes à risques.

La responsabilité du suivi, au jour le jour, de ces risques incombe à la Filière Commerciale. Toutefois, la détection de ces comptes à risques sur base mensuelle est de la responsabilité de la Filière Risques. La détection est effectuée, pour les critères quantitatifs, par le biais d'une extraction des informations des applications et systèmes informatiques opérants.

Dès la constatation de ces risques caractérisés et certains, la Filière Risques demande des explications à la Filière Commerciale. Cette dernière met en œuvre tous les moyens à sa disposition afin d'assurer la récupération de la créance.

8.5.2.3.7. Revue annuelle des dossiers

Tout client particulier ou entreprise ayant un engagement à l'égard d'une entité du groupe fait l'objet d'une revue annuelle par le Comité de crédit compétent, qu'il y ait ou non besoin d'approbation ou de renouvellement d'une facilité.

Le Pôle Risques Groupe à la responsabilité de tenir à jour en permanence le calendrier prévisionnel des revues annuelles, en liaison avec la Filière Commerciale.

8.5.2.3.8. Contrôles thématiques

Contrairement aux contrôles précités, les contrôles thématiques n'ont pas un caractère systématique, ils concernent un point ou un risque spécifique selon les besoins. Ils sont réalisés par Le Pôle Risques Groupe à la demande de la Direction Générale ou autres instances.

8.5.3. Classification des crédits

Après la revue périodique, mensuelle, du portefeuille de la Banque et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences seule échéance, réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de suivi des comptes à Risques et comité de déclassement et ce sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en Œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes sains à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provisionnement.

Le tableau présente la valeur nette comptable des encours de créances non dépréciées présentant des impayés (par antériorité d'impayés) et des encours douteux dépréciés de l'activité au Maroc

En millions de dirhams	2015					2014				
	Echéancement des encours non provisionnés avant des impayés				Actifs dépréciés (CES)	Echéancement des encours non provisionnés avant des impayés				Actifs dépréciés (CES)
	< 90 jours	>90 jours < 180 jours	>180 jours < 1 an	Total		< 90 jours	>90 jours < 180 jours	>180 jours < 1 an	Total	
Grande Entreprise	1	1	0	2	2 834	214	235	1	450	1 268
Réseau Entreprises	197	87	151	435	1 357	301	0	188	489	2 756
Réseaux Particuliers et Professionnels	1 208	7	1	1 216	2 167	1 395	16	1	1 412	2 024
Total	1 406	95	152	1 653	6 358	1 910	251	189	2 350	6 048

8.5.4. Garanties

Le Groupe reçoit différentes catégories de garanties en contreparties de ces concours de crédit. En règle générale, les garanties exigées sont en fonction de deux éléments : la nature des crédits demandés et la qualité des contreparties.

Ainsi, le Groupe dispose systématiquement pour tous les crédits immobiliers (crédits à l'habitat et crédits à la promotion immobilière) des hypothèques sur les biens financés ainsi que des délégations d'assurance.

Les garanties hypothécaires font l'objet d'une évaluation systématique, préalable à leur acceptation, et ce par un organisme spécialisé indépendant ou par les services compétents chaque fois que la valeur déclarée par le client dépasse six cent mille dirhams.

De même, le financement des marchés publics, des marchandises, du matériel d'équipement et des fonds de commerces est systématiquement garanti par des nantissements des éléments financés ainsi que par des délégations d'assurance.

En plus de ces garanties, le Groupe conforte généralement sa position par des cautions personnelles des contreparties chaque fois qu'il estime nécessaire en fonction de la qualité de ces derniers.

Garanties transférables

Le Groupe ne détient pas d'actifs en garantie qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en l'absence de défaillance du propriétaire de la garantie.

Les garanties usuellement prises par le Groupe, servent à la couvrir en cas de défaut des clients de leurs engagements et ce, conformément aux dispositions juridique prévues sur tous les contrats de crédit.

8.5.5. Conduite de stress-tests

BMCE Bank effectue semestriellement des simulations de crise (stress-tests) pour évaluer la vulnérabilité de son portefeuille de crédits en cas de retournement de conjoncture ou de détérioration de la qualité des contreparties.

Les stress-tests sont conduits afin d'apprécier la capacité de la Banque à résister en cas d'événements extrêmes inattendus. Opérationnellement, ils consistent en des simulations de scénarios de défaut d'un pourcentage de contreparties dont la finalité est d'en mesurer l'impact sur les provisions et par conséquence sur la rentabilité et les fonds propres prudentiels.

La pertinence des différents scénarii fait objet d'un examen régulier deux



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

fois par an. Cet examen est effectué en fonction d'objectifs escomptés de la réalisation des stress tests et chaque fois que les conditions du marché laissent entrevoir une évolution potentiellement défavorable susceptible d'impacter sérieusement la capacité du Groupe à y faire face.

8.5.6. Reporting Risques de crédit

Dans le cadre du suivi des risques de crédit, Risques Groupe a mis en place une procédure spécifique pour l'élaboration de reporting risques crédit afin d'améliorer et d'harmoniser le pilotage du risque de crédit au niveau de l'ensemble du Groupe. Ces reportings visent à répondre aux besoins des interlocuteurs dédiés, à des fins de surveillance, de pilotage ou réglementaire. Ils servent également de support à la communication financière du Groupe BMCE Bank.

Ces reportings viennent ainsi compléter les différents reportings réglementaires que doivent élaborer les Risques pour répondre aux exigences réglementaires Groupe et locales d'une part, et les états de reportings comptables et autres à caractère risques élaborés par les autres fonctions de l'entité d'autre part. Le principe d'élaboration de ces reportings consiste à présenter une synthèse de la gestion des risques des différentes entités.

Le reporting des risques de crédit concerne l'ensemble des risques de crédit induits par les activités sur l'ensemble des entités du Groupe BMCE Bank. Chaque entité s'organise selon ses spécificités pour répondre aux besoins de ces reportings.

8.5.7. Déploiement du dispositif de maîtrise des risques au niveau des filiales à l'international

La phase de l'opérationnalisation du Programme Convergence, en ligne avec les ambitions du Groupe, a été renforcée depuis le début de l'année notamment au niveau des filiales BOA. En effet, depuis Janvier 2015, en plus des équipes projet Convergence en charge de l'assistance terrain des filiales du Groupe BOA, 2 ressources métiers BOA et BMCE Bank ont été dédiées à l'accompagnement des filiales pour l'appropriation des sujets via la sensibilisation du Management et les séances de formation aux acteurs concernés

Dispositif Risque de crédit

Le bilan de déploiement du dispositif risques de crédit au niveau des 9 filiales BOA (BOA Burkina Faso, BOA Bénin, BOA Côte d'Ivoire, BOA Sénégal, BOA Niger, BOA Madagascar, BOA Mali, BOA Kenya et BOA Ouganda) est positif :

Structure organisationnelle et schéma délégataire définis et validés par le Conseil d'Administration des 9 filiales BOA :

Présentation des impacts du nouveau schéma délégataire sur les circuits d'approbation des dossiers de crédit et accompagnement dans l'exercice du principe d'escalade en cas de divergence

Mise en place des agendas pour la tenue des comités dans chacune des 9 filiales et s'assurer de l'envoi des PV des comités à la direction des risques du Groupe BOA

Outils de pilotage et Reporting déployés et utilisés par les 9 filiales BOA
Appui à l'exploitation de la grille de Notation Interne « Grande Entreprise »

lors de l'instruction des dossiers de crédit. Plus de 70% des engagements relatifs aux Grandes entreprises sont désormais notés par cet outil de notation pour les 9 filiales BOA.

Automatisation des outils et processus de production des reporting réglementaires et tableaux de bord répondant aux besoins de pilotage des filiales du Groupe BOA

Surveillance des engagements rodée au niveau des 9 filiales BOA

Mise en place de liste des contrôles à priori et appui à la vérification des contrôles lors de l'instruction des crédits, la constitution des garanties et le déblocage

Mise en place du reporting permettant un meilleur pilotage des flux des dossiers en termes de délais de traitement et de volumétrie.

Elaboration du plan de contrôles à postériori

Fiabilisation des données « Entreprises » bien avancée pour les 9 filiales BOA couvrant plus de 80% des engagements des 9 filiales BOA

Parallèlement, les développements informatiques de la Base Tiers et Engagements Groupe par les équipes IT BMCE sont finalisés. Cette Base Groupe est un outil incontournable pour le pilotage et le monitoring des risques de crédit à un niveau consolidé :

- Les flux de gestion Tiers et engagements et les informations comptables émanant des Systèmes sources de BMCE Bank SA, des 8 filiales BOA et de la LCB sont désormais intégrés et centralisés au niveau de la Base Engagements Groupe, couvrant ainsi plus de 83 % des engagements du Groupe.

- La production des reporting de pilotage des risques de crédit est automatisée. Ces TDB sont en cours de recette métiers pour ces 10 filiales. ((Exercice en cours sur l'arrêté du 31/12/2014 et 31/03/2015).

Les flux des autres filiales sont en cours de développement par les équipes IT local

Dispositif Risques opérationnels

Le dispositif de gestion des risques opérationnels a été déployé au niveau des 6 filiales BOA (BOA Bénin, BOA Côte d'Ivoire, BOA Burkina FASO, BOA Sénégal, BOA Niger et BOA France) :

BOA Sénégal, BOA Burkina Faso, BOA France : Les cartographies des risques opérationnels sont finalisées et validées par les équipes locales pour les 5 domaines « crédit, moyens de paiement, gestion des comptes client, international et comptabilité »

BOA Bénin, BOA Cote d'Ivoire, BOA Niger : Les cartographies des risques opérationnels sont finalisées et validées par les équipes locales pour les 4 domaines « crédit, moyens de paiement, gestion de comptes client et international »

Les travaux de déploiement du dispositif de risques opérationnels au niveau de BOA Madagascar, BOA Mali, BOA démarreront à partir de Septembre 2015

La cartographie RO de BBI Londres a été revue et mise à jour en juin 2015 pour une couverture exhaustive de l'ensemble des activités notamment



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

pour les 2 domaines « Commodity Trade Finance » et « Loan Syndication and Synergies »

8.6. DESCRIPTIF DU DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

BMCE Bank a mis en place un dispositif de pilotage des risques bilanciaux tels que les risques de liquidité et de taux d'intérêts, de telle sorte à pouvoir suivre leur évolution de manière continue en fonction de la tendance des marchés financiers, et de l'activité de la Banque.

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un horizon moyen long terme, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place veille à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance qui se présentent.

La Banque a institué un Comité ALCO, afin de suivre la réalisation de ces objectifs, avec comme principales missions :

- Formuler la politique actif – passif ;
- Organiser et animer les sous-comités actif-passif ;
- Avoir une connaissance approfondie des types de risques inhérents aux activités de la Banque et rester informé de l'évolution de ces risques en fonction de la tendance des marchés financiers, des pratiques de gestion de risques, et de l'activité de la Banque ;
- Revoir et approuver les procédures destinées à limiter les risques inhérents aux activités de la Banque en matière d'octroi de crédits, d'investissements, de trading et autres activités et produits significatifs ;
- Maitriser les systèmes de reporting qui mesurent et contrôlent quotidiennement les principales sources de risque ;
- Revoir et approuver périodiquement les limites de risque en fonction de changement éventuels dans la stratégie de l'institution, approuver les nouveaux produits et réagir à des changements importants des conditions de marché ;
- S'assurer que les différentes lignes de business sont convenablement gérées, par les RH ayant un niveau de connaissance, d'expérience et d'expertise homogène avec la nature des activités supervisées.

Responsabilités des différents intervenants dans la gestion du risque de taux et de liquidité

Le maintien de l'équilibre bilanciaux à court et moyen terme, suppose l'implication de l'ensemble des intervenants au niveau de la Banque, et la définition des responsabilités de chacun dans la gestion du risque de liquidité.

C'est ainsi que chaque entité de la Banque dispose d'un budget / objectifs validés au Comité de Direction Général sur un horizon moyen terme, permettant ainsi aux instances appropriées de suivre et de contrôler de manière ordonnée la réalisation du plan triennal de manière globale dans le respect des grands équilibres de la Banque et des ratios réglementaires.

Le département ALM suit sur une base régulière l'évolution de la structure bilanciaux par rapport au plan et signale tout écart dans le cadre du comité ALCO où toutes les entités sont représentées pour prendre les dispositions correctrices nécessaires.

Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but, d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan.
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyens et longs termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le coefficient de liquidité doit être supérieur à 100% (tel que défini par la Banque Centrale). Cet indicateur permet d'évaluer le taux de couverture des exigibilités à un mois par les actifs liquides disponibles à un mois.

Le coefficient de liquidité affiche 139.1% au 30 Juin 2015, au-dessus de la limite réglementaire.

- Le profil des impasses cumulées : la technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long terme.

Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

Risque de Taux d'intérêts

Le risque de taux d'intérêt est le risque que l'évolution future des taux d'intérêts vienne réduire les marges prévisionnelles de la banque. La variation des taux d'intérêt impacte également la valeur actualisée des



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer au travers un ensemble de simulations de stress Testing, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêt, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des fonds propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport au PNB prévisionnel.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossements actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

Sensibilité de la valeur du portefeuille bancaire

Des simulations de stress testing sont effectuées afin d'évaluer l'impact d'une variation des taux sur la marge d'intérêt ainsi que sur la valeur économique des Fonds Propres.

A fin Juin 2015, l'impact d'une variation des taux d'intérêt de 200 pbs sur le PNB est estimé à +248 MDH. La variation de la valeur économique des fonds propres face à un choc de 200 pbs, est estimée à 404 MDH soit 2,6% des Fonds propres réglementaires.

8.7. RISQUE DE MARCHÉ

L'essentiel de l'activité de marché du Groupe est concentré au niveau de BMCE Bank qui s'accapare 99% du total de cette activité. Le reliquat est assuré au niveau de la filiale de Londres.

La gestion des risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank s'inscrit dans le cadre du respect des normes réglementaires telles que définies par les autorités de tutelle et l'application des saines pratiques de gestion définies au niveau international notamment par les accords de Bâle.

Les risques sur les opérations de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent pour le Groupe BMCE Bank notamment :

- Le Risque de taux d'intérêt ;
- Le Risque de change ;
- Le risque de crédit sur opérations de marché.

Cartographie des instruments.

La cartographie des produits traités au niveau du portefeuille de négociation du Groupe BMCE Bank se répartit par facteur de risque comme suit :

Produits de change	Change cache
	Change au comptant
	Change à terme
	Dérivés de change
	Swap de change
Produits sur titres de propriété	Titres de propriété
	Dérivés sur actions/indices
	OPCVM Actions
Produits de taux	I- Prêts/Emprunts corporate et interbancaires
	Taux fixe (MAD et devises)
	Taux variable (MAD et Devises)
	II- Titres de créances négociables et tires obligataires
	II-1 Titres souverains (inclus : titres émis par le Royaume du Maroc)
	Taux fixe (MAD)
	Taux Variable (MAD et Devises)
	II-2 Titres émis par des établissements de crédit et entreprises
	Taux fixe (MAD)
	Taux Variable (MAD et Devises)
	III- Prêts/Emprunts de titres
	Prêts/Emprunts de titres
	Repo/reserves repo
	IV- Dérivés de taux
	Swaps de taux
	Future de taux
	Forward Rate Agreement
V- OPCVM de taux	
OPCVM Monétaire	
OPCVM Obligataire	
Produits sur matières premières dérivés de crédit	Futures sur matières
	Options sur futures sur matières premières
	Crédit default Swaps (CDS)
	Crédit Linked Note (CLN)

8.7.8. Dispositif de Gestion des Risques de Marché

8.7.8.1. Gouvernance

Les principaux acteurs du dispositif de gestion des risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank sont :

- La Direction Générale qui met en œuvre les stratégies et politiques en matière de gestion des risques de marché approuvées par le Conseil d'Administration ;
- Le Comité Risques Groupe qui définit la politique de gestion des risques de marché Groupe et valide toute modification inhérente au pilotage des risques sur opérations de marché mise en œuvre au sein des différentes entités du périmètre;
- Le Département Risques de Marché Groupe qui centralise la gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank en tant que fonction indépendante des FrontOffice du Groupe, ce qui lui confère une objectivité optimale dans le pilotage des risques de marché et l'arbitrage entre les différentes activités sur opérations de marché ;
- Les Risk Managements Units des entités du Groupe BMCE Bank qui



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

assurent un contrôle de premier niveau des activités de marché au sein leur entité et adressent des reporting récurrents au Management des Risques Groupe ;

- L'Audit Interne qui s'assure de la mise en œuvre du dispositif de gestion des risques de marché ainsi que du respect des procédures en rigueur.

8.7.8.2. Description du Dispositif de Gestion des Risques de Marché

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank s'articule autour de trois axes principaux:

- Limites ;
- Indicateurs de risques ;
- Exigences en fonds propres ;

8.7.8.2.1. Limites

• Limites de Contrepartie sur opérations de marché :

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et des demandes de dépassement sur opérations de marché est régi au sein du Groupe BMCE Bank via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contrepartie.

Les transactions de marché font l'objet d'une fixation de limites à priori, selon un schéma délégataire s'appuyant sur le principe de la Troïka.

• Limites de marché

Afin de maîtriser la prise de risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank et la diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré. Ces limites reflètent le profil de risque du Groupe et permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché. Le set des limites de marché du Groupe BMCE Bank se décline comme suit:

Les limites de stop/loss par activité sur différents horizons ;

Les limites de positions;

Les limites de transaction.

Les limites de marché sont définies en VaR. Ainsi, le dispositif de gestion des limites est dynamique prenant en compte les fluctuations des différents facteurs de risque ainsi que les corrélations existantes afin de mieux apprécier la diversification du portefeuille.

• Limites réglementaires

En complément des limites mises en place en interne, le Groupe BMCE Bank s'assure du respect des limites réglementaires définies par Bank Al-Maghrib telles que :

Les limites sur les ratios de solvabilité et Tier One ;

La limite sur la position en devise qui ne doit pas excéder 10% des fonds propres ;

La limite sur la position de change globale qui ne doit pas excéder 20% des fonds propres.

8.7.8.2.2. Indicateurs de risque

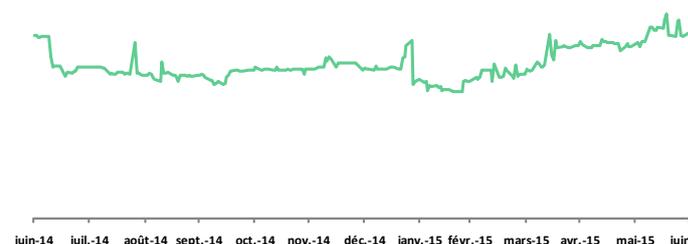
Différents indicateurs de risque reflétant le niveau d'exposition aux risques de marché sont utilisés au sein du Groupe BMCE Bank et se déclinent comme suit :

• Valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif

La Value-at-Risk est une mesure globale et probabilisée du risque de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés.

Contrairement aux indicateurs de risques traditionnels, la valeur en risque combine plusieurs facteurs de risque et mesure leur interaction, prenant ainsi en compte la diversification des portefeuilles.

Un calcul quotidien de la Value-at-Risk globale et par classe d'actifs est assuré au niveau du Groupe BMCE Bank ainsi que son backtesting suivant plusieurs approches.



Au 30 Juin 2015, la VaR historique Risque Général à 10 jours ressort à 118 768 KDH.

VaR stressée

Le Groupe a mis en place des scénarios pour le calcul de la stressed VaR. Le choix du Groupe s'est porté sur la période allant du 01-09-2008 au 01-09-2009. En effet pendant cette période nous avons pu assister à des événements créant une volatilité importante sur les marchés financiers. Ces événements sont :

- La faillite de « Lehman Brothers » qui n'a pas pu faire face à la crise du « Subprime » ;
- Le creusement de déficit budgétaire américain de 1.000 Milliards \$ pour soutenir les marchés financiers ;
- La crise grecque et la contagion aux « PIIGS ».

Cependant, les marchés financiers marocains n'ont que très faiblement réagi à ces événements. Il a donc été considéré des scénarios simulés tel que réalisés sur le marché marocain :

- Fluctuation de la place de Casablanca à l'identique de celle des Etats-Unis,
- Fluctuation de la courbe des taux Dirham à l'identique de celle du \$us
- Répercussion de la vol Eur/usd sur les cours eur /mad et usd /mad
- Répercussion de la volatilité de la vol Eur/usd sur la vol eur /mad et la vol usd /mad.

Stress Testing par facteur de risque



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

Le Groupe BMCE Bank réalise des tests de résistance afin d'évaluer la vulnérabilité du portefeuille de négociation du groupe à des scénarii extrêmes. Les stress tests couvrent toutes les composantes du portefeuille de négociation à travers la simulation de l'ensemble des facteurs de risque impactant le portefeuille. Les résultats des stress tests du risque de taux d'intérêt et du risque de change du portefeuille de négociation se présentent comme suit :

Au 30 juin 2015, les résultats des stress test se présentent comme suit :

a- Portefeuille OPCVM

1ère hypothèse : Baisse de 0.5% de la valeur liquidative des fonds OPCVM.

Ce scénario ressort, au 30 Juin 2015, avec un impact de 91.8 MDH sur le P&L.

2ème hypothèse : Baisse de 1% de la valeur liquidative des fonds OPCVM.

Ce scénario ressort, au 30 Juin 2015, avec un impact de 183.6 MDH sur le P&L.

b- Portefeuille Obligataire

1ère hypothèse : hausse de 50 points de base de la courbe des taux en translation uniforme. Ce scénario ressort, au 30 Juin 2015, avec un impact de 41.2 MDH sur le P&L.

2ème hypothèse : hausse de 100 points de base de la courbe des taux en translation uniforme. Ce scénario ressort, au 30 Juin 2015, avec un impact de 81.8 MDH sur le P&L.

c- Portefeuilles Actions

1ère hypothèse : Dépréciation de 15% de la valeur du portefeuille des actions.

Ce scénario ressort, au 30 Juin 2015, avec un impact de 5.4MDH sur le P&L.

2ème hypothèse : Dépréciation de 25% de la valeur du portefeuille des actions.

Ce scénario ressort, au 30 Juin 2015, avec un impact de 9.08 MDH sur le P&L.

d- Change

1ère hypothèse : Appréciation ou dépréciation de 10% de la valeur du Dirham. Ce scénario ressort, au 30 Juin 2015, avec un impact de 44.79 MDH sur le P&L.

2ème hypothèse : Appréciation ou dépréciation de 15% de la valeur du Dirham Ce scénario ressort, au 30 Juin 2015, avec un impact de 67.18 MDH sur le P&L.

Les résultats des stress test menés montrent que le Groupe dispose d'un niveau de fonds propres suffisant pour résister à des scénarii de stress défavorables et pour se conformer aux normes réglementaires même en cas de crise.

8.8. RISQUES OPERATIONNELS

Le risque opérationnel se définit comme étant le risque de pertes résultant de l'inadéquation ou la défaillance attribuables à des procédures, moyens humains, systèmes internes ou à des événements extérieurs, susceptibles d'impacter le bon déroulement de l'activité.

8.8.9. Politique de gestion des risques opérationnels

8.8.9.3. Objectif de la gestion des risques opérationnels

Le dispositif de gestion des risques opérationnels a pour ambition de répondre à un triple objectif :

- l'identification et l'évaluation des risques opérationnels ;
- Le suivi des risques opérationnels via des indicateurs d'alerte ;
- l'appréciation des contrôles internes ;

La maîtrise des risques opérationnels via la mise en place d'actions préventives et/ou correctives face aux risques majeurs identifiés.

8.8.9.4. Classification

Les risques opérationnelles peuvent être analysés, classifiés et hiérarchisés selon les principaux axes suivants : les causes, les conséquences (en termes d'impact financier ou autre), le score, la qualification et le niveau de maîtrise et qui sont classés par type d'événement bâlois.

8.8.9.4.3. Liens avec les autres types de risque (risque de marché / risque de crédit)

La gestion des risques opérationnels est potentiellement liée à la gestion des autres risques (marché / crédit), et ce à deux niveaux :

- Au niveau global, la réflexion sur le niveau global d'aversion au risque de la Banque (et à terme sur l'allocation de fonds propres) se doit d'être analysée et suivie « trans-risques » ;
- Au niveau détaillé, certains risques opérationnels peuvent être générateurs de risque de marché / de risque de crédit.

8.8.9.4.4. Organisation de gestion des risques opérationnels

Le cadre permettant la gestion des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE est structuré autour de trois principes directeurs :

- Définir un dispositif cible en cohérence avec l'organisation Business du Groupe BMCE Bank et inspiré des meilleures pratiques ;
- Impliquer et responsabiliser les métiers et filiales dans la gestion au quotidien des Risques Opérationnels ;
- Veiller à la séparation des fonctions d'Audit/Contrôle et de Gestion des Risques Opérationnels.

La gestion des Risques Opérationnels Groupe BMCE Bank implique quatre entités majeures :

- Le Département Risques Opérationnels Groupe en central BMCE Bank ;
- Le Réseau BMCE Bank ;
- Les Directions Métiers BMCE Bank ;



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

· Les Filiales.

Des interlocuteurs risques opérationnels ont été désignés au niveau des entités précitées. Il s'agit des :

- Correspondants Risques Opérationnels (CRO);
- Coordinateurs Risques Opérationnels (CORO);
- Relais Risques Opérationnels (RRO).

Le périmètre de gestion des risques opérationnels concerne également différentes filiales du Groupe.

8.8.9.4.5. Gouvernance de la gestion des risques opérationnels

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE est structurée en trois Comités Risques Opérationnels :

- Le Comité Risques Opérationnels Groupe ;
- Le Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers ;
- Le Comité Risques Opérationnels Filiale ;

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques,
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de type de risques,
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque,
- Le montant de fonds propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

8.8.9.5. Principes méthodologiques fondamentaux

Les objectifs stratégiques prioritaires du Groupe BMCE Bank au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels sont de deux types :

- Réduction de l'exposition aux risques opérationnels ;
- Optimisation des exigences en fonds propres relatives aux risques opérationnels.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques de l'établissement au travers de :

- La Collecte des événements,
- La Cartographie des risques opérationnels,
- Les Indicateurs clés de risques opérationnels (Key RiskIndicators).

Les données produites font partie intégrante de ces processus de surveillance et de contrôle du profil de risque opérationnel.

L'exposition au risque opérationnel et les pertes subies sont régulièrement notifiées à la direction de l'unité concernée, à la direction générale et au conseil d'administration. Le système de gestion est correctement documenté, permettant d'assurer le respect d'un ensemble formalisé de

contrôles, de procédures internes et de mesures correctives en cas de non-conformité.

Les auditeurs internes et/ou externes sont appelés à examiner périodiquement les processus de gestion et les systèmes de mesure du risque opérationnel. Ces examens portent sur les activités des unités et sur la fonction indépendante de gestion du risque opérationnel.

La gestion des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank est complètement automatisée au travers d'un outil dédié à savoir MEGA GRC. Ainsi, la collecte des événements de risques, la cartographie des risques opérationnels et les indicateurs clés de risques sont aujourd'hui gérés au niveau de cet outil qui a été déployé au niveau de la Banque et des filiales marocaines et européennes.

8.8.9.6. Maîtrise et atténuation des risques opérationnels

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurances ;
- Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Elaborer des plans de continuité d'activité ;
- Assurer une surveillance étroite du respect des limites de risque ou des seuils assignés.

Le Groupe BMCE Bank dispose d'un très fort dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque explicités au préalable.

Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...'

8.8.2. Plan de continuité de l'activité

Dès qu'il s'agit de la gestion de situations critiques, il faut absolument en lieu et place recourir à des actions d'atténuation ou proactives.

C'est pourquoi, dans de tels cas, la différence viendra de la qualité et de la pertinence du plan de continuité d'activité (PCA).

Le fait est que la plupart des PCA sont basés, pour leur rédaction, sur des listes de fonctions prioritaires, classées en fonction des risques financiers, légaux et commerciaux potentiels induits par une interruption des opérations.

Le plan de continuité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques.

Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Madersat.com par la Fondation BMCE BANK

Une organisation de secours cible est mise sur pied, en même temps que des lieux et des systèmes de backup alternatifs. Un projet spécifique est en cours de réalisation au niveau du groupe avec en priorité des plans de contournement de sinistre.

Les principes stratégiques transverses de la continuité des activités sont les suivants :

- BMCE Bank a la responsabilité sociale de permettre à sa clientèle de disposer des liquidités qu'elle lui a confiées. Le non-respect de cette obligation en temps de crise pourrait avoir un impact sur l'ordre public. Ce principe prévaut sur tous les autres ;
- BMCE Bank doit garantir ses engagements envers le système de compensation interbancaire sur la place marocaine ;
- BMCE Bank entend respecter en priorité les engagements juridiques et contractuels (relatifs aux domaines Crédits et Engagements) qu'elle a souscrits, avant de prendre d'autres engagements ;
- BMCE Bank entend maintenir sa crédibilité internationale et garantir en priorité ses engagements vis-à-vis des correspondants étrangers ;
- Les clients du Groupe BMCE Bank sont prioritaires par rapport aux autres bénéficiaires de ses services ;
- Les services sont pris en compte dans leur réalisation « Front to Back » (par exemple, de l'agence jusqu'à la comptabilisation).

8.8.3. Evaluation de l'adéquation des fonds propres

Le Groupe BMCE Bank a opté pour l'approche standard telle que présentée dans les circulaires de Bank Al-Maghrib, exigeant le respect du ratio des fonds propres de bases et celui global de solvabilité respectivement de 9% et de 12% et ce, aussi bien sur base sociale que consolidée.

Ces seuils calculés pour le Groupe BMCE Bank respectent les prérogatives réglementaires établies par Bank Al-Maghrib

Groupe BMCE Bank : Ratios de capitalisation sous Bâle III	
	Montant (en Millions DHS)
Fonds propres de base	19 229
Total des fonds propres admissibles	25 409
Total des actifs pondérés	205 664
Ratio de fonds propres de base	9,3%
Coefficient de solvabilité	12,4%



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK

RESULTATS JUIN 2015

BMCE BANK

Siège Social : 140, Avenue Hassan II
BP 20039 Casablanca
Tél : 05 22 20 04 92 / 96
Fax : 05 22 20 05 12
Capital : 1 794 633 900 dirhams
Swift : bmce ma mc
Télex : 21.931 - 24.004
Société Anonyme enregistrée au Maroc sous :
Registre de Commerce : casa 27.129
CCP : Rabat 1030
CNSS : 10.2808.5
Numéro Identification Fiscale : 01085112
Patente : 35502790

GOVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT GROUPE - COMMUNICATION FINANCIÈRE

Tél : 05 22 49 80 03 / 05 22 49 80 04
Fax : 05 22 26 49 65
E-mail : relationsinvestisseurs@bmcebank.co.ma

PORTAIL BMCE BANK : www.bmcebank.ma

SITE DU COMMERCE INTERNATIONAL : www.bmctrade.com

PORTAIL BMCE CAPITAL : www.bmcecapital.com

Communication financière
Tél. : +212 522 49 80 03/04 - Fax : +212 522 26 49 65
E-mail : relationsinvestisseurs@bmcebank.co.ma
Site Internet : www.bmcebank.ma

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL

